

un syndicalisme
du cadre de vie

Hebdomadaire du parti socialiste unifié.
n° 695 du 27 mars au 3 avril 3 F 50



Tribune

socialiste



giscardisme

plus rien en vue

Sommaire

POLITIQUE :

la suffisance et la cacophoniep.3
les chances du PSUp.4

MOUVEMENT ETUDIANT :

l'espoirp.5

SOCIAL :

le regainp.6
SNCF : la surprisep.7
fonction publique : et maintenant ?p.7
vers un syndicalisme du cadre de vie ..p.8 et 9

FEMMES :

entre la rue et la ruep.10

ARMEE :

officiers et sous-officiers : la lutte aussi ...p.11

INTERNATIONAL :

Espagne : les deux voiesp.12
Argentine : le coup de forcep.13

CULTURE :

les sequestrés de Saint-Etiennep.14
le fascisme fascinait-il ?p.15
cinéma : la logique de la camisolep.16



les provocateurs

Les faits qui se sont déroulés le jeudi 18 mars, au soir de la journée d'action des étudiants, après la manifestation parisienne, sont assez graves et riches d'enseignement politique pour être relatés ici.

La manifestation atteignait l'angle de la rue Borromée et de la rue de Vaugirard lorsque l'ordre de dispersion fut donné. La camionnette sono du PSU, se frayant un chemin à travers la foule, parvint à redescendre la rue Borromée fortement encombrée. Quinze à vingt énergumènes, prenant prétexte du thème « dispersion-trahison » lancé par une partie des manifestants, entreprirent alors de démolir consciencieusement la camionnette. Ils étaient à deux doigts d'y mettre le feu lorsque plusieurs militants, dont des membres du Bureau national du PSU, sortant du local s'y opposèrent. Une échauffourée s'ensuivit. L'effet de surprise étant terminé pour eux, et le nombre de témoins trop nombreux, les provocateurs reculèrent non sans avoir cherché à provoquer à nouveau, mais cette fois en parole, plusieurs passants.

Vous connaissez tous maintenant les événements qui ont eu lieu au cours de la manifestation (pillages, mises à sac, vols, etc.). Il est visible que le pouvoir réemploie aujourd'hui les bonnes vieilles méthodes de la provocation pour discréditer la contestation qui s'installe à tous les niveaux.

Sans employer les mêmes moyens que le PCF, il est bon que nous nous interroguions aujourd'hui sur ce que nous devons faire si de tels faits se reproduisent. Il n'est pas possible d'admettre que le mouvement de masse soit dévoyé par des individus dont le courage se limite à ce genre d'actions (il est à remarquer que la police, si prompt à

arrêter les vrais militants politiques—voir l'armée—laisse faire sans les arrêter ceux qui dilapident, volent ou cassent). Il n'est pas, non plus, question d'assimiler ces individus à des éléments de groupes « anarchistes » car, même si nous ne sommes pas d'accord avec ceux-ci sur la nécessité de la violence à tout prix, nous savons que les anarchistes s'attaquent, eux, aux flics de face et avec courage sans s'en prendre aux militants politiques proches.

Qui sont donc ces provocateurs ? Comment déjouer les manœuvres du pouvoir ? Autant de questions auxquelles nous devons répondre, en nous interrogeant en particulier sur le rôle de l'autodéfense dans une manifestation, qui ne saurait se limiter à la riposte physique, car ce serait tomber dans la méthode PCF sans discernement. Il faut isoler, dans les groupes de provocateurs, les éléments manipulés et les manipulateurs. C'est possible, nous pouvons en collectant l'information démasquer les provocateurs professionnels appointés par Poniatowski.

Dernier point pour terminer, l'agression dont le PSU a été victime, mise à part les contusions multiples, nous a coûté cher. La camionnette (voir la photo ci-dessus) en a pris un coup (la sono aussi, d'ailleurs). N'hésitez pas à nous aider à la remettre sur roues. Tous les dons seront les bienvenus. CCP, 14 02 44 Paris.

calendrier politique

Meetings PSU

Le 3 avril à Saint-Nazaire meeting avec Maguy Guillien, à Lons-le-Saunier, assemblée générale des militants avec Michel Mousel.

Les 3 et 4 avril, week-end régional à Dauphin (à 8 kilomètres de Marnosque), avec Pierrot Régnier,

Huguette Bouchardeau, Michel Fiant, Patrick Silberstein.

Le 9 avril à Aulnay-sous-Bois, avec Michel Fiant, à Metz avec René Schulbaum.

Les 10 et 11 avril, week-end des pays de Loire à Angers avec Maguy Guillien, Christian Guerche, Hervé Le Toquin et Jean-Claude Chamblain.

Femmes

Le MLAC lance un appel à toutes les femmes pour que soient dénoncées les conditions dans lesquelles sont appliquées les lois sur l'avortement et la contraception dans les hôpitaux et les cliniques. A partir de tous les témoignages (à adresser au MLAC, 34, rue Vieille-du-Temple - 75004 Paris), un dossier noir sera constitué sur l'ensemble de ces questions. Les témoignages devront être signés, l'anonymat sera respecté s'il est demandé.

Trois journées

Le groupe étude de langue arabe des ateliers de recherche et création organise trois journées sur l'immigration et contre le racisme, les 26, 27 et 28 mars. Théâtre, cinéma, débats, exposition permanente de dessins et d'articles de journaux illustrés par les enfants immigrés. Pour tout renseignement, s'adresser au comité d'organisation, 3, rue du docteur Calmette 92110. Clichy. Tél. : 270-03-18 de 15 h à 21 h.

Photos : AFP p 1, 7, 13 - Miroglio p 4, 9 - Maillac (Adja) p 6, 10 - Adja p 5 - Fotolib p 12 - dr p 14.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Alain TLEMENEN

Ont collaboré à ce numéro :
JP. Cagnat - S. Depaquit - M. Desmoulin - L. Goldberg - J. Jullien - V. Lalligne - M. Lay - H. Le Toquin - C. Najman - M. Najman - A. Noël - JP Sallent - Y. Sparfel - A. Tlemcen -

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Cadet Photocomposition - 75009 Paris

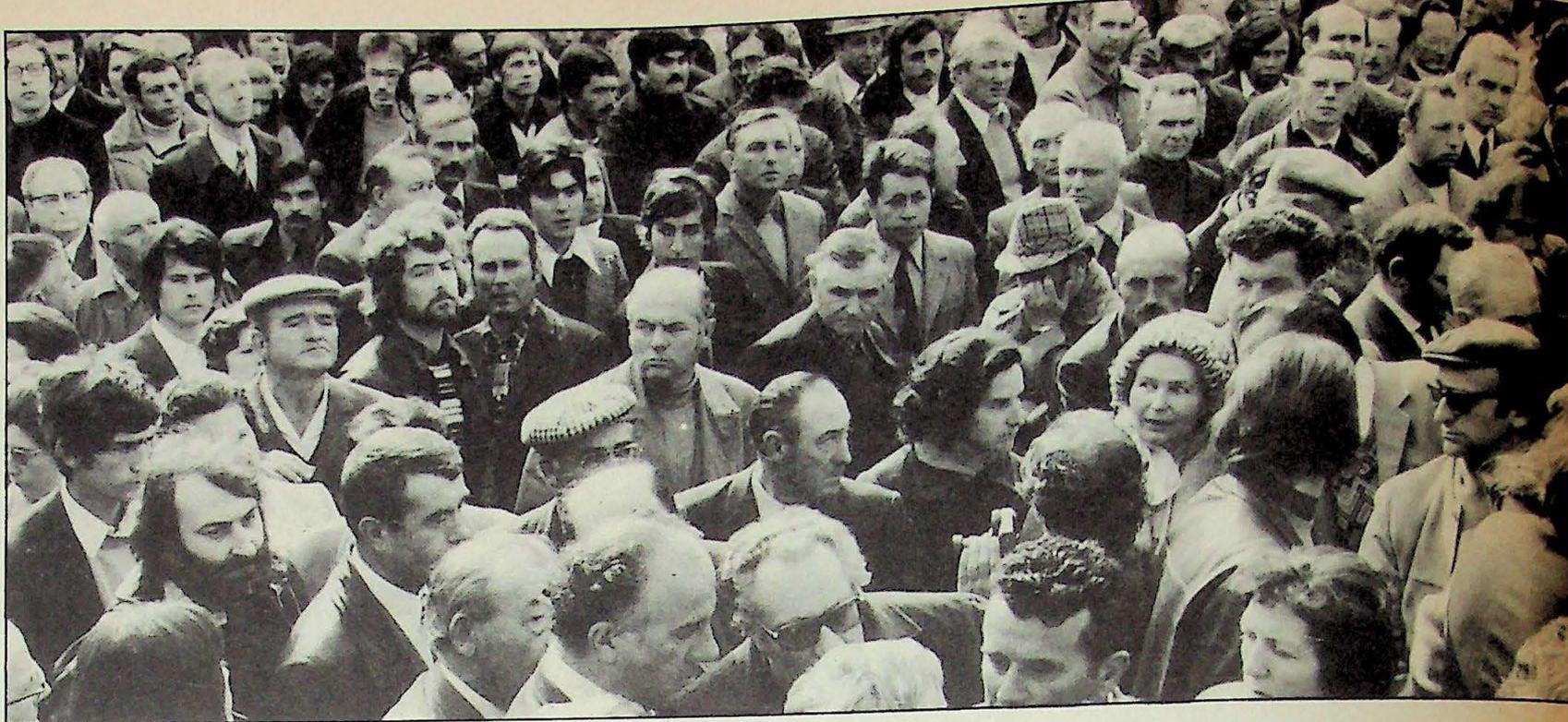
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

découverte et culture, loisirs...

Les voyages sont prêts...
La brochure vous attend : au
4, rue d'Alligre, 75012 Paris.



Les chances du PSU

En dépit du recul portugais, l'Europe du sud semble devoir glisser à gauche.

L'Italie pourrait basculer la première, l'Espagne s'engage dans une période d'instabilité sociale et politique, tandis qu'en France la social-démocratie monte vers le pouvoir avec la certitude du vainqueur. C'est qu'il faut payer politiquement la crise qui, depuis 1974, secoue le monde capitaliste. Certes, le pétrole n'augmente plus depuis un an et ceux qui, un temps, ont cru à une fin « catastrophique » du capitalisme en sont maintenant pour leurs frais. Mais le caractère global et organique de la crise, précisé au congrès d'Amiens, s'affirme aujourd'hui dans toute son étendue. Certes un nouveau Mai-68 paraît bien improbable, il se pourrait même que cette fois, comme en 1936, la crise politique soit le détonateur qui entraîne l'ébranlement social. Mais, au-delà des malices de l'histoire, comment ne pas reconnaître les traits les plus généraux de la crise du capitalisme qui, déjà, s'esquissaient en 1968 ?

ni doctrinaires ni témoins

Pourtant, ce glissement à gauche n'implique pas ipso facto l'ouverture d'une crise révolutionnaire. Le schéma commode — on installe la « gauche » au pouvoir, les masses font leur expérience puis on « déborde » — pourrait bien s'avérer totalement inopérant. L'échec de l'extrême gauche portugaise doit donner à réfléchir et la répétition des mêmes erreurs serait aujourd'hui impardonnable. C'est bien d'ailleurs la question que nos camarades du PDUP-Manifesto ont abordée à leur récent congrès. Comment une force révolutionnaire et minoritaire dans le mouvement ouvrier peut-elle se situer dans les affrontements politiques et sociaux qui, aujourd'hui, se dessinent ? Le prophétisme révolutionnaire peut rassurer les nouvelles recrues mais ne saurait tenir lieu de ligne politique. Nous ne sommes ni des doctrinaires, ni des témoins, encore moins un « laboratoire d'idées ». Un parti politique n'existe et ne s'enracine que s'il sait trouver sa place dans le rapport de forces politique et social. Certes minoritaires, nous n'en raisonnons pas pour autant en secte; nous en avons la force et la volonté. Telle est bien d'ailleurs, aujourd'hui, la question.

Quel est, sur les plans tactique et stratégique, le projet du PSU ? Longtemps après Mai-68, la construction d'une « nouvelle alternative » est apparue comme la démarche commune du PSU et de la plupart des groupes d'extrême gauche. Aujourd'hui encore ces derniers, par leurs propositions incessantes de construction de « l'unité des révolutionnaires » (voire du parti), démontrent leur incapacité à dépasser les discours répétitifs de l'affrontement intergroupeusculaire.

Le PSU, à travers ses déchirements, avait, lui, esquissé une autre réponse politique qui a trouvé une première formulation cohérente au congrès d'Amiens sous le thème de l'unité populaire. Il n'est pas question ici d'en rappeler les fondements, mais plutôt de dégager brièvement en quoi une telle stratégie peut, avec l'accentuation de la lutte des classes, trouver sa pleine signification.

deux erreurs à éviter

Peut-être faut-il d'abord reconnaître le terrain. La donnée principale en est qu'aujourd'hui le pouvoir peut être défait et que ceci est maintenant ressenti et compris comme tel par la grande masse des travailleurs. L'erreur la plus grave des militants révolutionnaires serait de bouder cette perspective, de croire qu'elle encourage l'attentisme sous prétexte que l'échéance la plus évidente est de nature électorale (attendre 1978 ?) etc. La nette aggravation de la crise sociale, au lendemain du scrutin des cantonales, s'inscrit déjà en faux contre une telle appréciation. Car les calculs électoralistes des états-majors politiques ne sont pas, en ces sortes d'affaires, généralement partagés et même entendus par la masse des travailleurs qui veulent que satisfaction soit donnée le plus rapidement possible à leurs revendications. De plus, il n'est pas du tout certain que les états-majors en question, c'est-à-dire le PC et le PS, fassent aujourd'hui un calcul identique en la matière.

Cela étant dit, une autre erreur, disons une version plus subtile de la

précédente, serait d'espérer tourner l'obstacle : « à nous les luttes sociales, à vous la lutte politique (unitaire, électorale !) pour la défaite du pouvoir ». Le repli sur soi a toujours des racines politiques, et nous sommes ici au cœur de la stratégie d'unité populaire. Nous ferons évidemment tout pour développer les luttes sociales et nous combattons fermement toute tentative de pause d'où qu'elle vienne. Il n'est d'ailleurs pas acquis que les militants révolutionnaires doivent être isolés dans un tel combat ; ici aussi, les choses ont changé.

Mais surtout, ces luttes sociales ne peuvent grandir qu'avec une avancée de l'arrière-fond politique qui les fait se développer. Or voilà précisément la bataille qu'il ne faut pas désertier.

Car, politiquement parlant, l'issue de la crise n'est pas évidente. Bien sûr, Mitterrand peut battre Giscard en 1978 et se retrouver à la Chambre avec 180 à 200 députés (et 60 à 70 communistes... seulement ?). La droite sera en crise, pas de doute ; mais la gauche ? S'agira-t-il véritablement d'une victoire du Programme commun ? Rien n'est moins sûr, même si les communistes bénéficient d'un certain nombre de ministères. Il n'est pas non plus évident qu'une victoire électorale de la gauche en 1978 entraîne une démission de Giscard, avec élection présidentielle dans la foulée. Or l'attitude des forces politiques en ces sortes de situations ne dépend pas du bon vouloir d'un tel ou un tel, ni même essentiellement des accords passés. Quelles seront les contraintes et les marges de manœuvre du capitalisme français et international, quelle sera la force et le contenu des revendications populaires, voilà ce qui sera décisif.

Or ceci ne naît pas d'un jour, ni n'émerge de la simple spontanéité du mouvement de masse. Il y faut une lutte politique claire et résolue, non en 1978, mais aujourd'hui, jour après jour.

jour après jour

Car le pouvoir, pour tenter de gagner les élections (ou ménager un rapport de forces permettant un compromis), va très probablement se lancer dans une politique de concessions économiques aux secteurs « socio-industriels » aujourd'hui électoralement récupérables. Il en résultera une fuite dans l'inflation qui ne préparera pas précisément les bases économiques d'une application du Programme commun au lendemain d'une victoire électorale de la gauche. C'est ce qu'ont fort bien compris Mitterrand et Rocard lorsqu'ils formulèrent aujourd'hui les bases d'une véritable « politique de gouvernement » qui ressemble comme une sœur à celle que Wilson a dû appliquer après sa prise du pouvoir en 1974, à la suite de la très puissante grève des mineurs.

La politique de « contrat social » (entre partenaires sociaux !) de Wilson se nomme en France recherche d'un consensus national (débat Fourcade-Mitterrand). Et lorsque Rocard nous explique que la rentrée de la France dans le serpent monétaire prônée par Mitterrand en 1974 impliquait de « concerter l'action anti-inflationniste des pays du serpent », nous savons d'expérience qu'il s'agit là d'une politique d'austérité.

La force historique de la social-démocratie est de pouvoir réussir ces politiques à travers la recherche d'une « pause » sociale négociée avec les syndicats.

Mais rien n'est joué d'avance, et c'est bien pourquoi il s'agit du combat d'aujourd'hui. La démarche unitaire n'est pas fondamentalement celle des accords de sommet, même si ceux-ci en sont la concrétisation, en même temps que la condition pour des progrès futurs. Elle est d'abord une lutte pour parvenir à plus de clarté sur les issues politiques. Les déséquilibres du système sont si profonds que personne ne peut aujourd'hui prétendre imposer longtemps à l'avance sa perspective.

Nous allons connaître une période d'affirmation des forces politiques ; à nous d'être présents, non pour magnifier une chapelle, mais afin de contribuer à l'ouverture d'une perspective crédible de rupture avec le système. Dans ce combat, le PSU tient une place originale, que personne ne peut lui disputer. Il est, en même temps, clair que les questions ici soulevées ne sont pas le fait d'un parti replié sur lui-même, mais trouvent au contraire un large répondant au sein des forces syndicales et politiques de la gauche comme de l'extrême gauche.

Telle est la chance pour le courant révolutionnaire de l'autogestion socialiste.

Serge DEPAQUIT

L'ESPOIR

Le mouvement étudiant moribond, atomisé, éclaté par les diverses réformes universitaires du pouvoir et les erreurs politiques anciennes, c'est le passé : la lutte étudiante de février-mars confirme que les facteurs politiques, socio-économiques, idéologiques qui avaient libéré le puissant mouvement étudiant des années 60, non seulement subsistent mais se sont considérablement approfondis.

Les luttes actuelles illustrent les possibilités effectives des étudiants à combattre les plans capitalistes sur l'Université et le gouvernement bourgeois. La place objective des étudiants dans l'institution en fait une plaque sensible de toutes les contradictions fondamentales de la société. Lorsque les étudiants refusent le chômage et la sélection, ils se heurtent à la crise économique-sociale. Confrontés à la répression policière et au chantage administratif, ils découvrent la lutte anticapitaliste. En manifestant nationalement à Paris sous le mot d'ordre « **Ils tuent les paysans, matraquent les étudiants — dehors le régime Giscard** », c'est contre l'appareil d'Etat et son monopole de la violence que les étudiants se rassemblent.

Le combat engagé par les étudiants contre la réforme Soisson indique l'ouverture d'un nouveau cycle de luttes et la recomposition d'un nouveau mouvement étudiant. Il mobilise un milieu neuf. Le mouvement est parti de province, et en particulier d'universités considérées il y a encore un mois comme moroses ou tranquilles (Nantes, Tours, Amiens). L'apprentissage de la lutte n'est pas sans contradictions ; les étudiants les plus combattifs mettent en avant l'animation de la grève. Débats, meetings, forums, AG, succèdent aux fêtes, occupations des conseils d'UER, des locaux administratifs.

Contrôle des connaissances par matières et journées « portes ouvertes » témoignent de l'aspiration générale à donner vie à l'université. Mais les étudiants



La répression policière va de pair avec le chantage administratif : ici, la manifestation du 24 mars.

redoutent les débats trop généraux ou d'emblée politiques. Rien à voir avec 1968. Le mouvement est profondément axé sur les conditions de vie des étudiants. L'opposition d'ensemble à la réforme ne les empêche nullement d'inclure les problèmes locaux dans les revendications générales. Cette situation est nourrie par la concurrence entre universités,

le caractère syndical de la lutte actuelle.

Les cahiers de revendications, l'auto-organisation dans la grève, le souci réel d'unité expriment la volonté démocratique du mouvement : élections de délégués, de comités de grève, large discussion sur les objectifs et les mots d'ordre, rejet de toutes les manœuvres d'appareils, de tou-

diants situent leur combat aux côtés de la classe ouvrière.

Les interrogations sur l'après-Pâques, la signification profonde du mouvement (lutte ponctuelle ou combat prolongé) montrent que les étudiants sont à la croisée des chemins, mais aussi que la rentrée universitaire ouvre de nouvelles possibilités.

Charlie NAJMAN ■

Amiens, une première victoire

Le vendredi 19 mars, la lutte des étudiants d'Amiens vient de connaître un premier succès. Le conseil d'université vient de supprimer l'association université de Picardie-union patronale de Picardie, qui était l'une des conséquences locales de la réforme du second cycle. Cette association sera remplacée par un conseil de développement n'ayant aucun pouvoir décisionnel, où seront représentés, par quart, les représentants des travailleurs, les universitaires, les représentants d'organismes intéressés par la marche de l'université et enfin les représentants patronaux.

Ce conseil de développement — qui peut constituer une ouverture de l'université de Picardie sur le monde extérieur, — fera l'objet d'un débat parmi les étudiants, débat qui posera concrètement le problème de « **quelle université nous voulons** », problème central pour une riposte offensive à l'Université que nous préparons Saunier-Séité.

au sommaire de critique socialiste

n° 24

- Problèmes de la révolution en Occident - Rossana Rossanda.
- Le XXI^e congrès du PCF - Victor Fay.
- L'autogestion en Yougoslavie : table ronde.
- La révolution péruvienne - interview d'H. Bejar par Maurice Najman.
- Algérie 75 - San Gile
- Liban : les raisons d'une guerre civile - Jean Jullien.
- URSS : comment amorcer le dégel - Yvan Craipeau.

Le numéro 12 F en vente et commandes : Librairie Syros - 9, rue Borromée Paris 75015 - CCP 19706 28 Paris.

abonnements 6 numéros France 50 F - Etranger 70 F

LE REGAIN

Le chômage partiel, le blocage des salaires, la répression ont, pendant ces derniers mois, pesé lourd. La combativité prenait plus la forme de « combats au finish » que d'un mouvement général. L'intransigeance des patrons obligeait à négocier dans les pires conditions malgré la détermination des travailleurs. De nombreuses reprises du travail se sont effectuées dans l'amertume et la colère.

Est-ce à dire que cette situation se trouve derrière nous ? Non. Les travailleurs de Peugeot, de l'usine de Beaulieu, soumis au harcèlement des nervis de la direction, en savent quelque chose : la direction refuse de céder après trois semaines d'occupation. Malgré le déferlement d'actions depuis un an, les ouvriers de Rhône-Poulenc-Textile rencontrent le mépris patronal.

Un ras le bol général

Pourtant, la semaine dernière a révélé que les travailleurs reprennent l'offensive. Lundi : grève à la RATP. Mardi : grève à Rhône-Poulenc, Kléber-Colombes. Mercredi : grèves et manifestations contre les déclassements dans la métallurgie. Jeudi : grèves dans le bâtiment et début des grèves tournantes à la SNCF. Très souvent, les raisons du mouvement sont les mêmes : blocage des salaires sur la base de l'indice bidon INSEE, conditions de travail de plus en plus mauvaises. C'est un ras le bol général qui s'exprime.

A la SNCF, c'est la création de la catégorie T 5 (qui ne satisfait qu'une minorité des cheminots : les roulants) qui a servi de détonateur. Les propositions de la direction ne répondent en rien aux revendications générales. Alors qu'on s'attendait après la journée nationale du 22 mars à un effilochage du mouvement, il repart de plus belle. Le refus, dans certains dépôts, des militants de base de la fédération autonome des conducteurs de trains (FGAAC) et de certains roulants CFDT et CGT, de cesser la grève vendredi dernier a donc été le symptôme d'un mouvement plus large de colère.

La vie ne s'achète pas

Cette colère naît souvent parce qu'en plus des objectifs essentiels de la lutte syndicale (salaire, pouvoir d'achat, garantie de l'emploi) de ces dernières années, d'autres revendications réapparaissent. Elles visent les classifications, les conditions de travail. La vie d'un roulant, par exemple, ne peut s'acheter avec une petite augmentation du pouvoir d'achat.

Autre indice de ce ras le bol : la multiplication dans les plateformes revendicatives du principe des augmentations uniformes. Le rattrapage du pouvoir d'achat est une nécessité si forte

Chaque année, à l'arrivée du printemps, les chroniqueurs sociaux évoquent les hirondelles, c'est-à-dire les premiers conflits qui révèlent un regain des luttes. Cette année, la situation est nouvelle. En effet, après deux ans de grisaille, d'offensive patronale, de reprises du travail avec de maigres résultats, la classe ouvrière sort de ses gonds.



qu'on ne peut la mesurer avec les minables pourcentages d'augmentation accordés par les patrons. Actions dans des branches entières ou dans les grandes entreprises, multiplication des occupations mais aussi multitudes d'actions partielles, tel est l'état actuel de la lutte de classe.

On ne se dirige donc pas vers la

« paix sociale » tant réclamée par le patronat et Chirac pour « assurer la reprise ». Le « serrez-vous la ceinture » en attendant des jours meilleurs n'est plus de mise. Les signes de reprise de l'activité industrielle se manifestent. Les travailleurs, dans la métallurgie par exemple, s'en rendent vite compte : au lieu de balayer et

d'entretenir des machines qui ne produisent qu'à moitié de leur capacité, ils doivent recommencer à faire des cadences.

Quelle roue prendre ?

Le lien entre lutte politique et lutte sociale se trouve donc de nouveau posé : quel débouché à ce mécontentement, qui révèle la profondeur de la crise et de ses conséquences dans la vie des ouvriers ? Le PS et le PCF ont tout intérêt à sauvegarder un statu quo, où le maintien de la tension sociale cohabiterait avec la volonté d'éviter toute remise en cause globale du système dans un affrontement général. Les organisations syndicales, si elles prennent cette roue, risquent de laisser derrière elles un gros peloton de mécontents, de grèves sauvages, de remises en cause de leur capacité à établir avec le pouvoir un vrai rapport de forces. Ce n'est pas souhaitable dans une période où le patronat veut casser les organisations syndicales de classe en usant de FO, de la CFT, de la CFTC comme agents de division. La révolte n'est jamais la révolution. Mais le problème reste, et il implique un autre choix politique : faire porter aux luttes d'aujourd'hui une autre logique que celle d'une victoire électorale dans deux ans. Edmond Maire en rend compte dans l'éditorial de *Syndicalisme* du 24 mars : « Abandonner le terrain syndical des revendications négociables pour celui d'un programme de gouvernement — quels que soient les progrès que celui-ci permettrait de réaliser —, mettre de côté la responsabilité spécifique du syndicalisme dans la lutte revendicative pour prôner un type d'action commune syndicat-parti dans la confusion des fonctions, ce serait, en fait, abandonner le terrain syndical pour le terrain politique, substituer la lutte électorale à la lutte sociale, subordonner les organisations syndicales aux partis politiques pour aujourd'hui, mais aussi pour demain. »

Ce souci d'autonomie est clair, et sera sûrement franchement accueilli par les signataires du Programme commun. Mais il est nécessaire de le dépasser. En effet, la classe ouvrière ne peut se contenter du traditionnel : les syndicats font la lutte sociale, les partis font les élections. Maintenir le rapport des forces sur tous les fronts avec le patronat et attendre le jour du vote est une chose, faire progresser la lutte de classe dans le sens d'un changement radical de la société en est une autre. Les luttes de ce printemps, leur développement, contiennent déjà des éléments de cette alternative : elles déboucheront sur des épreuves de force qui poseront une fois de plus le problème du pouvoir. L'éviter en se réfugiant dans l'action syndicale quotidienne est encore une fausse solution.

Yves SPARFEL

et maintenant ?

Le 9 mars dernier, la fonction publique a connu une des grèves les plus puissantes de ces dernières années. Le nombre de manifestants, sur toute la France, était assez impressionnant, notamment à Paris (plusieurs dizaines de milliers).

SNCF la surprise

Après la journée d'action du 22 mars qui a vu des milliers de cheminots manifester à Paris, le mouvement de grèves a redémarré de plus belle mardi. La direction avait refusé de recevoir les syndicats, reportant les discussions au 24 mars. De nombreux dépôts ont décidé la grève. La France depuis une semaine est sans trains.

Les travailleurs de la SNCF sont à la même enseigne en effet que leurs camarades des autres secteurs publics et nationalisés. Les conditions de travail et la liberté syndicale sont menacées par le gouvernement, via les directions d'entreprise. C'est dire que la tactique de la direction de la SNCF s'inscrit dans le schéma gouvernemental qui consiste, d'une part, à accorder des augmentations de salaire reposant sur l'indice INSEE et sur une base de 8 % d'augmentation des prix pour l'année 1976, ce qui est inacceptable, et d'autre part, à dégager un faible pourcentage de la masse salariale en faveur de certaines catégories de personnel, ce qui bien sûr ne peut être refusé.

Les cheminots ne sont pas dupes et refusent de cautionner des accords qui amputent leur pouvoir d'achat, entérinent les réductions d'effectifs et passent sous silence la répression syndicale. La collusion Chirac-direction SNCF se retrouve maintenant face à une situation qui ira en se détériorant, les roulants autonomes ayant servi de détonateur aux grèves qui se succèdent depuis une semaine.

La CGT et la CFDT, pour des revendications qui concernent tous les cheminots, ont mobilisé des milliers de travailleurs qui ont défilé le 22 mars autour de la direction SNCF pour dire non à la signature d'accords bidons. La combativité des cheminots, et en particulier des roulants, est un facteur qui a surpris, y compris dans les états-majors syndicaux, où le refus de certains grévistes de reprendre le travail pour permettre les départs en vacances a été accueilli plutôt fraîchement.

Aujourd'hui, mobilisés, les cheminots veulent se faire entendre : ils dénoncent les accords octroyés sans discussion réelle entre direction et syndicats ; ils manifestent leur volonté de contrôler l'issue des négociations ; ils montrent leur détermination à prendre en main leur propre avenir.

Section PSU Cheminots ■

L'Etat-patron s'est particulièrement, en effet, distingué en 1976. Les propositions dérisoires (voir TS n° 693) du secrétaire d'Etat, Gabriel Péronnet, montrent dans quelle estime le gouvernement tient ses employés. « Fortement ébranlé » par la journée du 9, Péronnet a fait d'autres propositions : une demi-heure de réduction d'horaires par semaine (pour ceux qui font 41 h 30 ou plus actuellement) ; 0,10 % de plus au 1er janvier ; trois points uniformes en plus (soit cinq en tout) en juillet ; plus 10 F de prime mensuelle pour les basses catégories. Sans parler des diverses mesures catégorielles, ainsi que d'autres portant sur le supplément familial ou la suppression des zones de salaire.

Les réactions syndicales sont balancées. D'un côté, la CGT et la CFDT, tout en notant le recul gouvernemental face aux fonctionnaires dans l'action, refusent de signer un quelconque contrat qui ne porterait pas le traitement minimum à 2 000 F et ne donnerait pas à tous et tout de suite 300 F par mois. De l'autre côté, FO, CFTC, CGC, Autonomes et la FEN signent ou s'orientent vers la signature... comme d'habitude. A noter l'attitude « originale » de la FEN qui envisage de ne pas signer le contrat, mais de ratifier les propositions gouvernementales. A croire que les jésuites noyautent cette organisation, au fondement pourtant anticlérical.

Les questions de fond ne sont pas

résolues. Les fonctionnaires aujourd'hui se trouvent confrontés à un double problème : l'unité (à la fois sur le plan des organisations syndicales et à la base, mais aussi sur les mots d'ordre), et les moyens de lutte (la grève de 24 h sans perspective n'est guère mobilisatrice).

La CGT et la CFDT, en demandant 2 000 F minimum et 300 F pour tous, ont ouvert la voie de l'unification des mots d'ordre mais ce n'est pas suffisant. Réduire le temps de travail, faire baisser les cadences, revaloriser la nature et la fonction du travail effectué, autant de motifs de lutte introduits aujourd'hui par l'entrée en force de l'informatique dans les ministères et, avec elle, son cortège de technocrates plus imbus de leur nouveau pouvoir que de l'intérêt des travailleurs. La lutte anti-hiérarchique qui s'était traduite notamment par la contestation même des cadres (voir l'ENA) avait ébranlé fortement les « structures » de la fonction publique ; le cadre de « gauche » envisage maintenant sa reconversion mitterrandiste, c'est tout dire.

La « trahison chronique » de FO, CGC, CFTC, FEN et Autonomes ne nous étonne pas mais, au niveau de la recherche unitaire, elle est un frein et, si la base de ces organisations ne les suit pas toujours, ce n'est pas suffisant pour éliminer l'impression de séparation en deux blocs. Si l'on ne dénonce pas avec vigueur les signataires perpétuels, si on laisse se pérenniser la situation

actuelle, les travailleurs continueront à ne pas estimer crédibles les perspectives de luttes unitaires.

La première tâche est d'unifier les mots d'ordre, de les lier à ceux des autres travailleurs (lutter contre le manque d'effectifs, c'est lutter contre le chômage), autour et avec les organisations qui luttent réellement contre le pouvoir, la CGT et la CFDT. La seconde, aussi ardue, consiste en la recherche des moyens d'action. La grève de 24 h, la semaine d'action, c'est bien si on lie le tout dans une stratégie globale de harcèlement continu du pouvoir ; il ne suffit pas d'attendre les périodes de discussions programmées par lui. Il y a beaucoup à dire sur la manière de mobiliser les fonctionnaires. Ceux-ci n'ont pas toujours l'impression d'être dans le coup et, quand on leur demande d'agir, c'est bien souvent devant le fait accompli. La démobilisation devient alors la rançon du manque de liaison entre la base et le sommet. La démocratie ouvrière ne souffre pas d'accroc !

Il faut faire plus confiance à l'imagination. Ainsi, dans plusieurs ministères, des formes originales d'action sont mises en avant par les travailleurs (baisse des cadences sans préjudice pour le public, blocage de l'appareil gouvernemental par la non communication de données statistiques, remise en cause des directives du pouvoir comme à l'INSEE...)

Hervé LE TOQUIN ■



Parisien libéré

Le France occupé

Nouvelle escalade la semaine dernière dans la lutte des travailleurs du Parisien Libéré qui en est à son treizième mois : vendredi, à sept heures du matin, 150 travailleurs du Livre, membres de la CGT, ont occupé le paquebot France, mis à sec depuis septembre 1974 dans le port du Havre.

Par la même occasion, les 650 travailleurs du Parisien Libéré ont sorti le troisième tract-journal Parisien Libéré (spécial grèves) où ils informent sur les luttes en Seine-Maritime et expliquent pourquoi ils occupent le France : ils veulent l'ouverture de négociations. Depuis le 2 mars et leur action à Saint-Etienne (distribution massive de tracts), les ouvriers du Parisien Libéré ont obtenu la garantie d'une couverture sociale, de la bouche même de Durafour, ministre du Travail et maire de cette ville. Mais ils veulent continuer pour que de vraies discussions commencent avec les patrons de la presse parisienne.

Une délégation de la fédération PSU de Seine-Maritime est allée apporter son soutien total aux travailleurs qui occupent le France.

VERS UN SYNDICALISME

Son sigle actuel ne correspond plus à son activité et, en juin, le prochain congrès aura à débattre de la modification de ses statuts. Partie d'un combat contre l'exploitation spécifique du groupe familial, la CNAFP (1) a peu à peu adopté une démarche syndicale. Aujourd'hui, elle inscrit ouvertement son action de masse dans la lutte des classes à travers un syndicalisme du cadre de vie, et affirme sa volonté d'être partie prenante de la construction d'une société socialiste autogérée.

TS a demandé à Louis Caul-Futy, secrétaire de la confédération, où en étaient les APF aujourd'hui.

TS : Pourquoi cette évolution de la CNAFP ?

Louis Caul-Futy : Les APF se transforment ? Oui et non. Je dirais plutôt qu'elles évoluent comme elles l'ont déjà fait par étapes dans leur histoire, déjà longue, de 23 ans. Aucune organisation, d'ailleurs, ne peut y échapper, sous peine de sclérose.

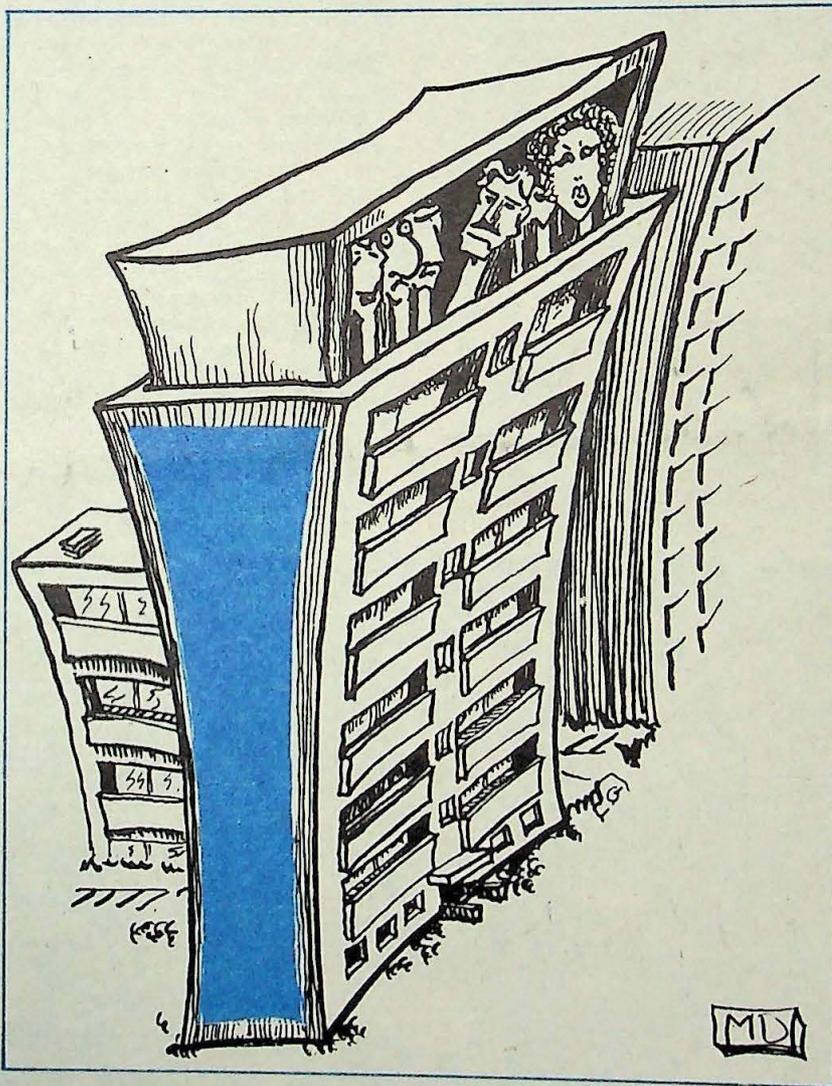
Le capitalisme a évolué à la vitesse de la transformation du monde, et ses schémas traditionnels d'exploitation sont dépassés. En effet, les changements qui apparaissent aujourd'hui au niveau du cadre de vie — entendons par là tout ce qui correspond à l'exercice des fonctions des travailleurs hors de la production (habitat, urbanisme, consommation, famille, éducation, santé, transports, environnement...) — mettent en évidence une exploitation et une aliénation des travailleurs qui débordent largement la traditionnelle exploitation du travail.

Le capitalisme ne se contente plus d'amasser de l'argent au niveau de la production ; il joue maintenant, et de plus en plus, avec des moyens d'exploitation qui touchent à tous les domaines de la vie. Son souci prioritaire de privilégier le fonctionnement et l'utilisation des activités économiques l'a conduit à une organisation de la société, divisée, hiérarchisée, sélective. Le cadre de vie est devenu un élément nécessaire d'accompagnement du développement économique.

Dans le même temps, on divise, on découpe les villes, les cités, en des ensembles très fonctionnels bien séparés, pour aboutir à une ségrégation systématique des activités (ici une cité financière, là un centre commercial, plus loin une zone industrielle, là encore, une zone résidentielle). Et de plus, on divise, on sépare les classes sociales ; comme à l'usine, à chacun son travail, à chacun son poste, dans la cité, à chacun sa catégorie de logements, suivant son niveau de revenu (ici les résidences, là les ILM, plus loin les HLM, plus loin les foyers, et très loin les bidonvilles...). La division sociale existe désormais partout pour mieux dominer la vie des travailleurs

(1) CNAFP : Confédération nationale des associations populaires familiales, 28, boulevard Sébastopol, Paris 75004. Tél. : 272.96.26. Président : Pierre Kasser.

pris dans le tourbillon d'une société qui les enferme et les isole pour en faire des producteurs abrutis qui vont trouver refuge dans les attraits du dernier gadget ménager, et dans la fête des grandes surfaces.



TS : Comment réagir contre cet état de choses ?

L. C.-F. : Les APF ont spontanément adapté leurs luttes, dans leurs moyens, leurs méthodes, et leur stratégie, à ces nouvelles réalités d'exploitation. Nos pratiques s'attaquent à ces formes d'organisation sociale et dépassent largement les seuls objectifs de défense des intérêts de la famille ; d'autre part, elles se fondent sur une réalité d'exploitation de classe.

Les exemples abondent :

- mise en place, maintenant fréquente, de circuits courts de viande, de fruits et légumes ou de produits laitiers ;
- boycottage de certains produits ou services ;

- constats massifs de l'inapplication des lois de protection, des réglementations normatives, et des conventions commerciales (viande, fruits et légumes par exemple...);
- destruction de produits périmés dans les grandes surfaces ;
- oppositions de masse aux expulsions ;
- luttes généralisées pour l'application du tiers-payant comme étape vers une médecine préventive et de soins gratuits ;
- prise en charge de centres de soins sur la base d'un projet liant des prestations de soins à une recherche de prévention et d'animation sociale ;

- occupations d'établissements scolaires, d'académies, de mairies, de terrains ou d'espaces privés, pour faire échec à une politique de sélection ou de spéculation ;
- blocage du paiement ou autoréduction de charges locatives ou de loyers pour s'opposer aux hausses abusives, opérer un contrôle populaire et aboutir au prix possible pour les travailleurs et leurs familles... (aujourd'hui, cette forme de lutte se développe, des dizaines de millions sont bloqués par des dizaines d'APF, à Rosny-sous-Bois, Fécamp, Nancy, Cluses, Le Puy, Saint-Rambert, etc.).

Ces formes de lutte sont l'un des éléments qui ont amené les APF au pas qu'elles veulent fran-

chir, vers le syndicalisme du cadre de vie.

TS : Dans le mouvement social actuel, n'y a-t-il pas d'autres formes de lutte ? Disons, plus ponctuelles...

L. C.-F. : Un mouvement social important se développe hors de la production. Des organisations naissent, des luttes s'engagent (associations de locataires, d'usagers, de consommateurs, groupes de défense, comités de quartiers, etc.). Mais ces luttes sont ponctuelles et parcellaires. Elles se refusent même souvent à toute dimension économique et politique. Il y a là une contradiction sur laquelle les travailleurs doivent s'interroger.

Les APF souhaitent qu'un syndicalisme de classe sur le cadre de vie soit le « rassembleur » de ce morcellement qui, aujourd'hui, réduit l'efficacité et la cohérence des luttes et ne correspond pas à une intervention des travailleurs en tant que tels sur ce terrain.

TS : Un syndicalisme se rattachant à la lutte des classes, voilà qui vous différencie de l'ensemble du mouvement familial.

L. C.-F. : Si nous voulons qu'un syndicalisme se développe hors de la production et qu'il soit de classe, c'est parce que les contradictions de l'organisation sociale sur l'ensemble du cadre de vie, et les luttes qui s'y engagent, découlent des contradictions du mode de production et des conflits du travail. L'enjeu, sur ce terrain hors de la production, est la gestion du changement qui s'effectue : les luttes actuelles doivent opposer les travailleurs, exploités et dominés par les appareils technocratiques, aux centres de décisions. Le syndicalisme que nous voulons se définit, par exemple, en opposant un aménagement orienté vers le développement des équipements collectifs, favorisant la vie de groupe, son autonomie, sa créativité, à une croissance urbaine commandée par la volonté de puissance et de profit des groupements économiques.

Mais, pour que ce mouvement ne se fonde pas sur un passé nostalgique, pour qu'il ne soit pas un « tampon protecteur » du système capitaliste contre une menace de déferlement populaire, pour qu'il ne soit pas téléguidé par la nouvelle petite-bourgeoisie technocratique, il faut qu'en ce qui nous concerne, au-delà de la défense étroite des intérêts du groupe familial populaire, son assise soit de classe, que sa motivation soit l'exploitation. Voilà pourquoi les APF ont fait le choix de se séparer de l'UNAF (2), et même de contester le droit que s'arroge le mouvement familial, au nom du familiarisme, de représenter les travailleurs dans leurs fonctions d'usagers et de consommateurs.

ME DU CADRE DE VIE

Les APF ont fait le choix d'une forme d'organisation syndicale qui évacue tout risque de définition idéologique de la famille, tout en considérant que le groupe familial est un élément d'épanouissement répondant au choix des travailleurs. Elles ont fait le choix d'une forme d'organisation syndicale de classe dont les luttes engagent le travailleur :

● Non comme l'un des 50 millions de consommateurs français, mais comme consommateur-travailleur réduit à être l'acheteur docile — sans pouvoir, sans information, sans décision ni responsabilité — des produits qu'il a fabriqués dans des conditions difficiles, et pour un salaire sans commune mesure avec le prix qu'on lui impose de payer...

● Non plus comme parent d'élève soucieux de la promotion individuelle de son enfant, mais comme travailleur-usager en système scolaire qui a conscience d'être exploité, à ce titre, par son fonctionnement, ses mécanismes et ses objectifs, et d'être intégré dans la vie sociale bourgeoise, par la transmission des modèles, des symboles, et des comportements que lui impose ce type de formation;

● Non pas, non plus, comme simple usager d'un logement dont il a à défendre le coût, mais comme un travailleur soumis à la loi du marché dans ce domaine, qui fait du logement un bien de consommation dont le prix s'aligne sur la demande solvable...

TS : Les APF s'engagent donc définitivement dans le mouvement autogestionnaire.

L. C-F : En juin prochain, une modification de nos statuts actuels concrétisera cette volonté d'adaptation aux réalités et aux exigences des luttes actuelles. Ce syndicalisme du cadre de vie doit faire progresser l'exigence irréversible à la responsabilité pour tous ceux qui y sont engagés ; il appelle tous les travailleurs dans leurs fonctions d'habitants, d'usagers, de consommateurs, à nous rejoindre pour combattre la classe dominante en articulant les luttes des quartiers avec celles des usines et des chantiers. J'ajoute que cette contestation globale et de classe, s'opposant dans et hors de la production à l'exploitation du travailleur par la gestion des appareils de production, par la manipulation de la demande, par la détérioration des conditions de vie, par l'accaparement des ressources et de la capacité de décision, ne peut prendre d'autre forme qu'un appel à l'autogestion.

propos recueillis
par J.P. SALLENT ■

(2) UNAF : Union nationale des associations familiales.

Transports urbains

Pour la priorité aux transports urbains dans les villes, pour le contrôle de la circulation aux usagers, contre les investissements massifs en faveur de l'automobile, des batailles s'engagent dans quelques grandes villes françaises. Nos camarades y sont présents. Il est important qu'ils puissent faire connaître les uns aux autres leur expérience, leurs analyses. Un premier moyen : diffuser et faire connaître ce qu'ils ont écrit. Nous mentionnons donc, ci-dessous, trois dossiers réalisés par des fédérations du PSU.

Vendée : une brochure de 12 pages. PSU Information-Vendée : « Transports en commun — gratuits — sous contrôle des usagers » (parue en février

1976). Adresse : 10, place de la Vendée, La Roche-sur-Yon.

Haute-Garonne : « La circulation à Toulouse : une autre politique ». Texte de la conférence de presse de la fédé PSU, faite le 3 mars dernier et édité dans le bulletin intérieur de la fédé, BID 15°. Adresse : 3 rue d'Aubuisson 31000 Toulouse.

Savoie : Une lutte unitaire contre l'implantation d'un aéroport à la Roche-Foron a lieu depuis mars 1975. Contre cet aéroport, une association a été créée : l'ACIAR. Les militants PSU y ont participé. Les n° 1 et 2 du journal fédéral en rendent compte. Adresse : fédération PSU de Haute-Savoie, BP 400, Annecy, 74000.



Saisies : c'est pas le printemps...

C'est le printemps depuis samedi dernier, mais pas pour tout le monde. Notamment pour les locataires qui n'ont pu faire face aux hausses exorbitantes des loyers, des charges, du crédit. Or, les préfets viennent, en avance sur les délais, d'obtenir le droit d'autoriser les saisies. Les huissiers s'emparent de n'importe quoi : lit d'enfant, appareil de chauffage, mobilier... pour récupérer l'argent des propriétaires, des sociétés immobilières, des sociétés de crédit. France-Soir de samedi dernier mentionne qu'il y a eu 18 000 saisies en France au cours de l'année dernière et décrit quelques cas dramatiques. Il faut s'attendre donc à un regain des saisies, à ce que des familles ouvrières se retrouvent du jour au lendemain sans mobilier, engagées dans la spirale infernale des sans-toits, des assistés, des humiliés.

Il ne suffit pas, face aux manœuvres des requins de l'immobilier, de se contenter des cas exemplaires, de secours ou des interventions d'un député ou d'une municipalité de gauche. C'est un mouvement massif contre les saisies qu'il faut créer avec le soutien de

toutes les organisations populaires. C'est possible. Nos camarades de la section PSU de Brignais dans la banlieue lyonnaise le démontrent concrètement : à la suite d'une action victorieuse du comité de locataires de la cité HLM des Pérouses, l'action a été élargie. 80 personnes avaient empêché deux saisies, le 25 janvier. Le comité a convoqué diverses organisations locales politiques, syndicales et familiales, pour leur proposer de continuer à s'opposer à toute expulsion ou saisie. Toutes les organisations de la gauche (y compris le PCF et la CGT) se sont associées à cette volonté.

Pourtant, à l'instar de certains (notamment du PCF), les locataires refusent de considérer l'Office des HLM comme un allié naturel. Ils envisagent même de quitter la Confédération nationale des locataires (animée par des militants du PC) et d'adhérer aux APF. Ils organisent la lutte de façon large (AG souveraines, réunions de bureau ouvertes à tout membre du comité).

Y.S. ■

Entre la rue et la rue



Au 35 de la rue Fessart, dans le 19^e arrondissement de Paris, se trouve un bel immeuble moderne d'une dizaine d'étages. Au-dessus de la porte, le drapeau tricolore ; autour de l'immeuble, un mur et des grilles. Un interphone relié à l'intérieur et, depuis quelque temps, une demi-douzaine de vigiles assurent la sécurité. C'est le foyer Pauline Roland géré par la DASS (Direction d'aide sanitaire et sociale) et destiné à accueillir des femmes en détresse et sinistrées.

Certaines, battues, ont quitté le domicile conjugal. D'autres ont été abandonnées, mises à la porte, expulsées de leur logement, sans domicile fixe, sortant d'un hôpital ou d'une maison de convalescence, arrivant de province ou de l'étranger. Elles sont, en majorité, célibataires, séparées ou en instance de divorce. Certains de leurs enfants sont hébergés au foyer, d'autres sont restés avec leur famille, mais la majorité d'entre eux sont placés par le juge des enfants. Un quart des femmes est sans profession : la moitié n'a aucune qualification (femmes de ménage, employées de maison, manutentionnaires). Le dernier quart a un niveau de qualification moyen (dactylos, OS, vendeuses, couturières) qui peut leur laisser espérer une réin-

sertion sociale, bien aléatoire cependant, à l'heure actuelle. Déprimées, isolées, ces femmes sont envoyées par la mairie

ou le commissariat au bureau d'aide sociale, où une assistante sociale les oriente vers un foyer d'accueil d'où elles sortent pour retourner à la rue, à l'hospice, à l'hôpital psychiatrique, ou dans un foyer comme Pauline Roland chargé de la « réinsertion sociale ». En théorie, les responsables du foyer doivent les aider à se reclasser et à se réinsérer dans la société : et le travail y est obligatoire, à l'extérieur ou à l'intérieur.

Mais comment trouver du travail quand les bons de sortie sont délivrés au compte-gouttes, quand le chômage qui frappe particulièrement les femmes accroît encore les difficultés ? Comment éviter le recours à l'exploitation des agences intérimaires ?

La plupart des pensionnaires, faute de mieux, sont « salariées » au foyer. Considérées comme coupables, elles doivent « se racheter » en acceptant un travail dur, surveillé (cuisine, crèche, buanderie, ménage, couture), sous-payé mais bien rentable pour la DASS. A la buanderie par exemple, elles lavent, par jour, deux tonnes de linge provenant des établissements de l'Assistance publique.

Exploitées comme des détenus de droit commun, ces femmes sont astreintes aux mêmes tâches aliénantes que celles qu'elles exerçaient avant leur arrivée au foyer, et qu'elles retrouveront à la sortie. Payées de 600 à 800 F (les frais de pension étant de 500 F pour une femme seule, et de 650 F avec un enfant), elles n'ont aucune liberté d'action. Quant aux 60 F par mois restant, on ne leur en donne que la moitié, l'autre étant versée à la sortie. Elles sont alors aussi démunies et désemparées qu'à leur arrivée, car elles n'ont en aucun cas pu améliorer leur qualification professionnelle.

Elaboré arbitrairement par la direction, le règlement n'est affiché nulle part. On doit en accep-

ter les règles au fur et à mesure qu'elles sont révélées. Comment se défendre quand on ne connaît pas ses droits ? Comment accepter sans rien dire qu'on vous traite en mineures délinquantes, qu'on emploie continuellement contre vous le chantage au mari, à l'emploi et surtout aux enfants qu'au moindre prétexte on menace de mettre à l'Assistance publique (1).

Invisible, le règlement est pourtant appliqué différemment selon qu'il s'agit de travailleuses internes ou externes au foyer, de personnes jeunes ou plus vieilles, de Françaises ou d'immigrées. Il est source de tensions et de divisions, dans le seul but de casser la combativité des femmes, d'empêcher leur cohésion et leur unité face à la direction. L'arbitraire le plus total règne. La directrice a tout pouvoir pour expulser sans aucun préavis sous les motifs les plus divers (loyer non payé ou en retard, temps de séjour dépassé, raisons disciplinaires, racisme). Il n'est alors tenu compte ni de l'état de santé de celles qu'on jette à la rue, ni du problème des enfants, ni de la possibilité de trouver un logement décent ou un travail.

Le foyer Pauline Roland, au lieu de permettre une réinsertion sociale, n'est qu'un lieu de passage entre la rue et la rue. Dans la plupart des cas, les femmes expulsées se retrouvent du jour au lendemain de l'autre côté des grilles, complètement démunies et sans la moindre possibilité d'hébergement ou d'assistance.

(1) : Les pensionnaires du foyer, assistées par le comité de soutien exigent : la cessation des expulsions ; le SMIG pour celles qui travaillent à l'intérieur du foyer ; un contrôle sur les décisions de la direction ; l'affichage du règlement ; des horaires libres ; un régime égal entre Françaises et immigrées ; une assistante sociale et une psychologue ; des stages de formation à l'ANPE ; plus de limite de temps pour sortir du foyer, et la priorité pour la recherche d'un logement, d'un travail et d'une crèche.

L'information des femmes

Le numéro 4 vient de sortir. C'est à la fois un calendrier militant du mouvement des femmes et l'écho de la vie des groupes à Paris, en province, à l'étranger ; l'écho des luttes, des entreprises. On y trouve les publications, les films et spectacles féministes, les campagnes (MLAC, centre de femmes, femmes battues). Vous le trouverez à Paris :

- à la librairie des femmes, rue des Saints-pères,
- chez Syros, rue Borromée, à partir du numéro 5,
- à la librairie « Rouge »,
- au cinéma 14 juillet.

Abonnez-vous pour 30 F. Chèques à adresser à l'ordre de « L'Information des femmes », 31, rue du Transvaal, 92250 - La Garenne-Colombes.

Librairie

- 1^o Dossier « A » comme Armes
ERID GERDAN
Le trafic officiel et l'autre
Ceux qui touchent les pots-de-vins
Les complicités politiques F. 38.00
- 2^o Dossier « B » comme Barbouzes
P. CHAIROFF
Une France parallèle
Celle des basses œuvres du pouvoir F. 39.50
- 3^o Dossier « D » comme Drogue
Le milieu et la politique
Les gros bonnets
Les financiers et les filières en France F. 38.00

PRIX REEL

115 F 50

NOTRE PROPOSITION : FRANCO 100 F

Adresser commande et règlement aux Editions Syros, 9 rue Borromée, 75015 Paris - CCP 19 706 28 Paris.

Nous apprenons la mort d'Isabelle Slizewicz, militante de Révolution, décédée accidentellement à l'âge de 24 ans. Isabelle s'est battue avec les femmes dans leur lutte pour les soldats emprisonnés et pour tous ceux qui sont opprimés. Pour nous cela suffit, malgré les divergences d'opinion.

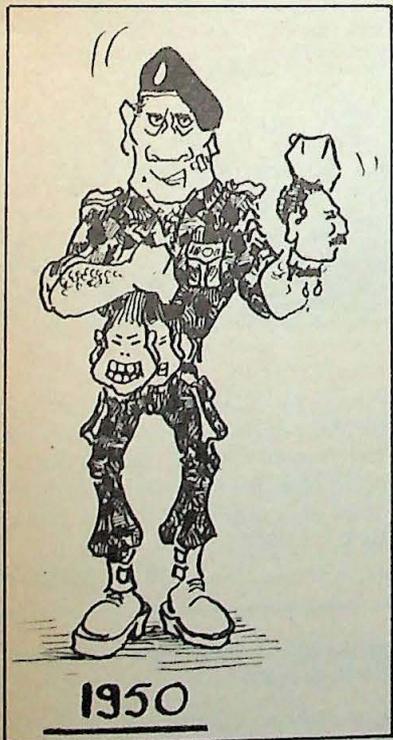
La lutte aussi

France Nouvelle, hebdomadaire du comité central du PCF, aborde cette semaine la question des cadres militaires. Le mouvement des soldats y est lui aussi confronté. Une réponse révolutionnaire est indispensable.

« La bourgeoisie monopoliste ne renoncera pas de son plein gré à sa domination et à ses privilèges... elle se servira dans toute la mesure du possible de l'appareil d'Etat, donc de l'armée, qui en constitue un élément essentiel. »

Tiens donc ! Le PCF se rendrait-il soudain compte de la nocivité des illusions qu'il propage sur la « voie pacifique au socialisme » ? Préparerait-il ses militants, et au-delà la classe ouvrière, à « s'armer du désir de s'armer » (Lénine) ? Redresserait-il son orientation militaire ? Que non !

« Notre attitude à l'égard de l'armée s'insère dans notre attitude plus générale à l'égard de l'appareil d'Etat. » Et, en cette matière, le maître mot est : démocratisation. Il faut donc démocratiser l'armée. Comment ? En s'appuyant sur les soldats en lutte pour leurs droits ? Vous n'y êtes pas. « Les cadres de l'armée ont toute leur place dans l'union du peuple de France. » Car, sont « majoritaires » les cadres « qui envisagent avec responsabilité la venue de la gauche au pouvoir ». Seuls « quelques éléments » sont réactionnaires : il faut les « isoler de la grande masse ». Comment ? Par



« un effort de propagande ». Et que dira cette propagande ? « L'armée est nécessaire pour assurer la souveraineté de la France et sauvegarder son indépendance. Un gouvernement de gauche à participation communiste ne demandera rien d'autre à une telle armée. »

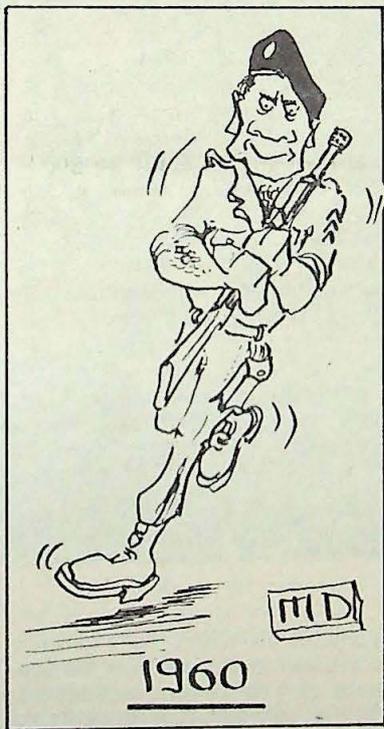
De nouvelles contradictions

On croit rêver. Pas tant d'ailleurs à cause de l'incroyable « naïveté » du responsable militaire du bureau politique du PCF : on était déjà au courant. Mais devant une telle incurie dans l'analyse de ce qui se passe au sein du corps des officiers et

sous-officiers, soumis à la double pression de la crise de l'institution militaire et du mouvement des appelés.

Cette analyse est pourtant indispensable, comme est indispensable l'élaboration d'une politique révolutionnaire vis-à-vis des cadres militaires.

Le capitaine Delas, qui dans les colonnes du Monde exprimait ses états d'âme il y a plus d'un an, est revenu récemment (au cours d'un débat organisé par IDS) sur la nostalgie des temps anciens : « L'armée a perdu son cœur, sa vitalité. Elle ne sert à rien. » Ce sentiment est partagé par la grande masse des cadres de l'armée de terre. Fini le temps des guerres coloniales et des « grands desseins nationaux ». Fini le temps où la situation sociale du gradé entraînait une reconnaissance civile incontestée.



L'armée française n'a plus d'ennemis avoués.

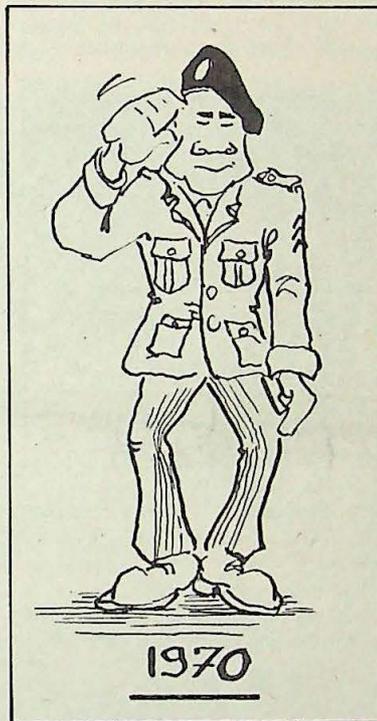
Et « l'ennemi intérieur » vient briser un mythe qui avait la vie dure : l'armée de toute la nation ne peut avoir comme fonction d'en combattre une partie. Les officiers, ceux qui ont une formation militaire, s'interrogent sur la finalité de l'institution : les réflexions du général Sanguinetti en sont un symptôme. Quant aux sous-officiers, sans formation, ils ne sont plus que des gardiens d'une colonie de vacances un peu particulière, des « monos » dont l'autorité ne repose plus sur aucune mystique. Le mouvement des soldats est venu perturber la mécanique de la hiérarchie, et, eux, n'ont aucun moyen de résoudre le problème.

Ailleurs, dans la marine ou dans l'aviation, les cadres, souvent techniciens, ont un autre point de vue. Leur situation sociale se rapproche plus de celle du technicien civil. Les préoccupations professionnelles

ont tendance à prendre le devant. Dans leur majorité, ils viennent à l'armée pour travailler. Le destin de la défense nationale devient une affaire secondaire. Ce phénomène de « prolétarianisation » des cadres, dans une armée de plus en plus technicienne, est plus important qu'il y paraît de prime abord. Dans une enquête récemment effectuée, il apparaît que les motivations des engagés sont à 42 % de caractère professionnel et, à 15 % seulement, de nature militariste.

Le ras le bol des engagés se nourrit à toutes ses sources.

On comprend dès lors en quoi les propositions (sic) du PCF ne peuvent en rien répondre aux préoccupations morales, professionnelles et militaires des cadres ; ou plutôt, on comprend en quoi caresser la bête dans le sens du poil éloigne le moment où la révolution pourra gagner certains officiers et en neutraliser la majorité.



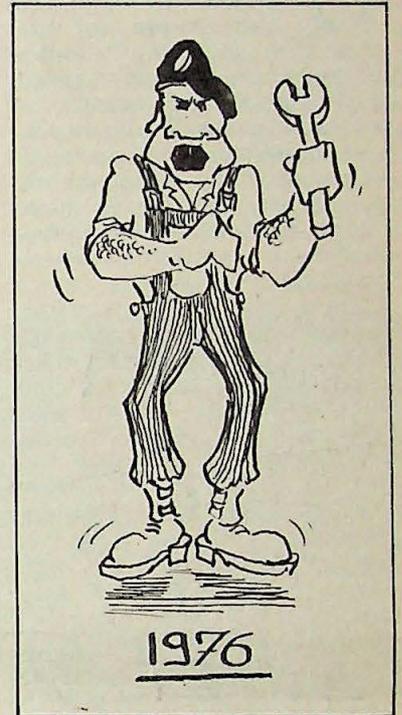
Un premier exemple

Le mouvement des soldats peut pourtant faire beaucoup pour engager un débat, et des actions, avec les engagés. Certains d'ailleurs, ultra minoritaires certes, participent aux comités ou les soutiennent. Mais l'exemple de l'organisation démocratique des sous-officiers et des officiers de l'armée de l'air italienne montre que c'est possible.

Un premier exemple

En France, les exemples de mouvements revendicatifs parmi les cadres sont rares, mais ils existent.

On sait que, traditionnellement, les soldats n'ont droit à aucune permission pendant les classes. Après Draguignan, les réformes Soufflet ont libéralisé le système. Pourtant il y a quelques semaines, le général Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, est revenu, par circulaire, sur ce premier acquis de la lutte revendicative des soldats.



Le personnel d'encadrement est donc, lui aussi, obligé de rester cantonné.

Dans une caserne (dont nous tairons le nom), les sous-officiers ont mal réagi à cette mesure. Ils se sont réunis et ont déclenché une grève du zèle. Le comité de soldats de l'unité soutient le mouvement, tout en indiquant qu'il n'y a aucune raison pour que l'application à la lettre du règlement, forme de lutte adoptée par les cadres, en rajoute dans la vie déjà difficile des appelés. Certains sous-officiers s'en rendent compte et cherchent à faire le lien avec la lutte des soldats. Déjà, un cahier de revendications commence à circuler parmi les engagés, qui reprend plusieurs des questions soulevées dans l'appel des douze officiers et sous-officiers diffusé par IDS au mois de décembre dernier. Les contradictions, on le voit, existent entre le mouvement des soldats et celui, en gestation, des cadres. Les surmonter est une tâche de toute première importance. Mais cela restera impossible si la lutte et l'organisation syndicale ne s'imposent pas.

Maurice NAJMAN ■

du 5 au 10 avril, semaine d'action

A l'appel du Comité national pour la libération des militants et soldats emprisonnés, se tiendra du 5 au 10 avril une semaine d'action contre la répression disciplinaire dans les casernes. Un livre noir sera édité, qui rendra public tous les cas que la Sécurité militaire cherche à cacher, et mis en vente dès la semaine prochaine.

Les comités locaux peuvent prendre contact dès maintenant avec le secrétaire du Comité national (PH 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris 75010). En écrivant, ils peuvent y joindre un chèque (CCP La Source 327 6099 - mention Comité national).

Pour la deuxième fois en moins de six mois, le régime franquiste a tué.

Les deux voies

Une chose est sûre : Franco est mort. Une autre chose est tout aussi sûre : le régime franquiste continue sans lui. Le successeur qu'il s'était désigné, Juan Carlos, a accédé sans coup férir au pouvoir, conservant l'intégralité de l'appareil d'Etat franquiste, reconduisant dans ses fonctions l'homme que Franco lui-même avait placé à la tête du gouvernement après la mort de l'amiral Carrero Blanco. Ce gouvernement est composé de représentants des forces politiques et sociales qui sont, depuis l'origine, les plus fermes appuis de la dictature : hommes du grand capital (de Villar Mir, ministre des Finances, qui dirige plusieurs sociétés à Calvo Sotelo de Rio Tinto, en passant par Osorio, conseiller d'Esso), quatre militaires, trois caciques de la Phalange, quelques éléments plus ou moins avoués de la hiérarchie ecclésiastique dans ce qu'elle a encore de plus réactionnaire.

Bref, un gouvernement franquiste comme les précédents, qui comme eux proclame d'entrée de jeu sa volonté d'ouverture. Volonté d'ouverture que doit accréditer cette fois, outre la présence de Juan Carlos déguisé en jeune prince moderne donc libéral, celle des deux ratons laveurs de l'histoire: Fraga, ministre de l'Intérieur, et Areilza, ministre des Affaires étrangères, qui vont se répandre en déclarations fracassantes sur la liberté, la démocratie, et le reste, de préférence devant des auditoires de journalistes étrangers. Tant il est vrai qu'il est plus facile de persuader l'opinion internationale que les choses changent, plutôt que de les changer en Espagne.

Cette situation ne surprend pas la classe ouvrière et les masses populaires en Espagne. Car tous, militants ouvriers, nationalistes basques ou catalans, étudiants ou enseignants, fonctionnaires ou paysans, voient quotidiennement que leurs revendications sont repoussées avec la même férocité, jusque et y compris par les armes. Tous savent que ce gouvernement, que ce régime, n'est véritablement prêt qu'à concéder quelques paroles pour obtenir l'intégration de l'Espagne dans la Communauté européenne avec l'appui militant de Giscard d'Estaing, et dans l'OTAN avec la bénédiction des Etats-Unis. Pour cela, les ministres sont prêts à tous les sacrifices (de la dévaluation de la peseta au blocage des salaires) du moment que ce sont les travailleurs qui les supportent.

Les trois derniers mois, et en

contenter de bonnes paroles ou d'entrer dans le jeu de la bourgeoisie et de son gouvernement. Ainsi, l'hypothèse de base qui pouvait fonder la viabilité du franquisme sans Franco (le passage pacifique de la dictature à une « démocratie limitée ») est-elle en train de s'évanouir. Le gouvernement Arias Navarro ne peut qu'éclater à cause des contradictions sur lesquelles il repose depuis sa formation : la nécessité de « libéraliser » le régime en s'appuyant sur les secteurs les plus conservateurs de ce régime. Déjà la presse espagnole publie des éditoriaux qui, reprenant un slogan entendu dans les manifestations de rue, réclament la démission du ministre des Finances, Villar Mir, et même d'Arias Navarro.

Le problème de la rupture est maintenant posé, ailleurs que

prisonniers politiques, du retour des exilés, des libertés politiques fondamentales, de la liberté syndicale, de l'autonomie des peuples d'Espagne, tous problèmes sur lesquels existe un large consensus dans le pays. Deux voies sont possibles dans cette perspective. La première passe par l'accord qui semble sur le point d'être acquis entre la junte démocratique (dominée par le PCE) et la bourgeoisie démocratique (animée par le PSOE) d'une part, et le secteurs « libéraux » ou « démocratiques » du régime représentés par Areilza et Fraga. La seconde passe par le développement des luttes ouvrières et populaires dans l'unité à la base. L'expérience des premiers mois de 1976 laisse penser que cette voie-là n'est pas la plus improbable. La classe ouvrière a réussi, à travers le mouvement des assemblées et des commissions, à



particulier les deux vagues de grèves de janvier-février et de mars, ont montré que la classe ouvrière espagnole, dans tous les secteurs — ceux qui étaient traditionnellement combattifs et les autres —, n'a pas l'intention de se

forcer le relatif attentisme des forces politiques et à se donner les moyens de la lutte pour la conquête des libertés démocratiques et la liquidation de la dictature fasciste.

Alain NOEL ■

● Italie

Le compromis compromis

L'événement politique de la semaine en Italie a été la rencontre « officielle » d'Aldo Moro, président du Conseil, avec E. Berlinguer, secrétaire général du PC.

Au même moment, se tient le congrès de la Démocratie chrétienne qui va permettre de tester la capacité de ce parti — qui s'est identifié à l'Etat italien depuis trente ans — à envisager un compromis historique ou une « coresponsabilité » avec le PC.

De l'autre côté, la volonté du PC de réaliser son fameux compromis est inversement proportionnelle au mouvement social qui refuse de payer les frais de la crise. Déjà, le jour même où E. Berlinguer sortait du palais d'A. Moro, des conseils d'usine relançaient la mobilisation ouvrière. Au moment où le PC publiait un communiqué plutôt prudent pour critiquer les mesures anticrise, la fédération de la métallurgie condamnait fermement la politique du gouvernement.

Une grève générale a eu lieu le 25 mars. Bref, le parallélisme entre l'officialisation de la marche vers le compromis et la mobilisation (spontanée d'abord, organisée ensuite) des travailleurs montre à quel point, aujourd'hui, le PC aura du mal à stabiliser la situation, la crise profonde que traversent à la fois l'économie et le parti-Etat en Italie.

L'impossibilité d'une coalition gouvernementale capable de maintenir ou d'affirmer une politique pose en termes nouveaux le problème du régime.

L'extrême gauche, et en particulier le PDUP, réclame des élections anticipées et la constitution d'un gouvernement de gauche, rompant de manière claire avec la Démocratie chrétienne. Le PDUP propose en même temps trois objectifs centraux pour le mouvement social : emploi, contrôle des prix et redistribution des revenus. Ainsi peut être assurée l'articulation nécessaire entre lutte sociale et lutte politique. Dans ces conditions, une campagne électorale aurait une envergure et une signification fondamentalement nouvelles.

B.R. ■

● La gauche au Liban contre la Syrie ?

Le fil du rasoir

Au Liban, la recherche d'une solution politique « orientale » prévoyant une sortie honorable du président Frangie est dépassée par l'ampleur et la portée des combats.

La Syrie — qui, pour des raisons politiques et diplomatiques, soutenait au début les forces « islamo-progressistes » — est amenée, pour les mêmes raisons d'Etat (présence de minorités nationales, 10 % de chrétiens en Syrie, engagement d'un lent processus de dégageant militaire, rapprochement avec la Jordanie, nécessité de disposer des fonds saoudiens), à soutenir aujourd'hui la droite libanaise, chrétienne ou musulmane. Le fait

une crise qui prend fin ?

Les forces armées argentines viennent de renverser Isabel Peron dans la nuit du 23 au 24 mars. Le général Videla, chef d'état-major des forces armées, assurera très vraisemblablement la présidence de la République et l'armée va composer un cabinet pour gouverner. La CGT a donné un ordre de grève illimitée. Va-t-on vers la guerre civile ?

Pour l'instant, ce coup d'Etat, tellement attendu qu'on n'y croyait plus, met un terme à la dégénérescence politique que connaissait le pouvoir en Argentine. Après avoir obtenu successivement d'Isabel Peron le départ de Lopez Rega, « son homme à tout faire », et du général Laplane, commandant en chef des forces armées mis en place par lui, les forces armées ont franchi le dernier obstacle, Isabel Peron. La réaction des travailleurs est la grande inconnue de la situation, caractérisée par une crise générale du système de domination de la bourgeoisie.

La crise économique se fait particulièrement sentir, en Argentine, dans les foyers populaires. Des produits de première nécessité manquent et leur prix ont très fortement augmenté. L'inflation en un an, avait atteint 50 %. Les réserves ont fondu de moitié de novembre 1974 à juin 1975. La monnaie est de plus en plus faible.

Face à cette situation, le gouvernement, longtemps paralysé, a essayé de réagir : le 4 juin 1975, le ministre de l'Economie, Celestino Rodrigo, économiste orthodoxe formé à l'école américaine, présente un plan déflationniste : son propos est d'équilibrer la balance des paiements en réduisant les importations, de freiner la machine économique en réduisant la consommation (« il faut fixer un plafond à l'augmentation des salaires », dit Rodrigo). Le peso est dévalué de 50 %. Le « pacte social », déjà bien mis à mal, est enterré officiellement. Plus de collaboration de classes, c'est l'affrontement ouvert.

Malgré une répression qui atteint des degrés difficilement imaginables (menaces de mort, exécutions, syndicats combattifs « décapités »), la classe ouvrière argentine, forte d'une grande tradition de lutte, défend ses conditions de vie. La CGT, qui continue à dénoncer les grèves « subversives », a de plus en plus de mal à tenir ses troupes.

Sur le plan politique, la base du gouvernement devient de plus en plus étroite. Les partis associés au parti justicialiste au sein du FRE-JULI (front justicialiste) occupent un rôle de plus en plus marginal. L'« opposition guérilla », malgré la répression croissante, continue ses actions. Face à une présence massive de l'armée à Tucuman, l'ERP (armée révolutionnaire du peuple) conserve sa puissance militaire.

Les Montoneros (opposition de gauche péroniste), passés à la clandestinité en septembre 1974, font reparler d'eux. On constate un rapprochement entre les deux mouvements.

La crise éclate à la suite du plan de C. Rodrigo, qui fixe une limite de 38 % aux hausses de salaires. Sous la pression de la base, la direction de la CGT affirme : « Nous n'accepterons pas de limite aux augmentations. »

Le gouvernement refuse de céder. Un décret annule les accords paritaires et limite les augmentations à 50 % (80 % sur 6 mois). La réaction des travailleurs est immédiate. La CGT appelle à la grève générale. Le 27 juin, 100 000 ouvriers manifestent sur la plaza de Mayo, criant « mort à Lopez Rega », « homologation des accords paritaires ». La grève n'est pas totalement contrôlée par la bureaucratie syndicale. Partout, dans le pays, éclatent des grèves spontanées. Le pays est paralysé. Devant ce risque de débordement, la CGT lance un mot d'ordre de grève générale pour les 7-8 juillet.

Le 7 juillet, le gouvernement démissionne. Isabel accepte les revendications salariales de la CGT qui suspend son ordre de grève. Mais elle refuse de se séparer de Lopez Rega dont la démission est demandée par la CGT et l'armée. Le 11 juillet, Isabel accepte de se séparer de L. Rega.

La nomination du colonel Damasto à l'Intérieur est l'occasion d'une nouvelle crise : l'armée argentine, après sept ans de pouvoir, discréditée auprès de la population, demande sa démission. Le 27 août, Isabel cède aux militaires rebelles en nommant le général Videla, chef d'état-major inter-armes, commandant en chef des forces armées.

Après le coup de force militaire, et face à la répression généralisée qui menace le peuple argentin, il s'agit de tout faire pour isoler le nouveau régime et venir en aide à ses victimes.

Il existe en France, un Comité de soutien à la lutte du peuple argentin, (79, rue N.D. des Champs, 75006 Paris) qui, en liaison avec le CAIS (Centre argentin d'information et de solidarité) organise le soutien au peuple argentin.

Le N° 1 d'Argentine-Information est sorti. On peut se le procurer 9 rue Borromée, 75015, Paris.

La position d'Isabel est alors très affaiblie, malgré le soutien que continue de lui manifester la CGT et la difficulté de trouver une solution de rechange (sans que le « parti militaire » prenne le pouvoir). La CGT contrôle difficilement ses bases, enhardies par un premier succès. Les opérations de guérilla connaissent une nette recrudescence. En particulier, le 23 décembre, l'ERP organise une attaque

lement entre réformistes et révolutionnaires, mais entre péronistes et non-péronistes. Malgré leurs forces respectives, les Montoneros et l'ERP n'ont pas de stratégie convaincante. Les Montoneros espèrent des « militaires à la péruvienne ». L'ERP se donne pour but de démasquer l'armée, et cherche un affrontement frontal avec elle (on pourrait résumer cela ainsi : plus forte sera l'intervention de l'armée, et plus forte sera la répression, plus la situation sera révolutionnaire). Comme le déclarait un militant de gauche à Marka (bimensuel d'extrême gauche péruvien). « La preuve de la faiblesse de la gauche est qu'elle attend plus d'un coup d'Etat militaire que d'un mouvement populaire. Et pire : en cas d'intervention des forces armées, nous ne savons pas si nous devrons l'appuyer ou la combattre. »

De fait l'Argentine est bien ma-



spectaculaire contre un arsenal militaire près de Buenos-Aires. En août une scission se produit au sein du parti justicialiste. Les directions syndicalistes « classistes » sont dans la clandestinité ou en exil.

La gauche est divisée, non seu-

lade, à l'image de sa bourgeoisie. Le traitement de choc de l'armée ne la remettra pas en bonne santé. Le mouvement ouvrier sera-t-il à même de présenter une alternative ?

D. Gérard ■

Le journal de la bourgeoisie argentine *La Cronica* du 4 février 1976 fait état d'une remise d'argent très importante, sous forme de don, de Renault-France, remis directement à l'état-major de l'armée argentine. Il ne s'agissait donc plus pour la « multinationale française » de défendre directement son importante filiale IK-Renault, mais de pousser à l'intervention militaire fasciste.

que des éléments de la Saïka (organisation palestinienne d'obédience syrienne) désertent pour rejoindre le Fatha illustre la rupture entre le gouvernement syrien et la gauche libano-palestinienne.

Mais cette clarification politique tardive risque de coûter cher aux forces de gauche qui, pour éviter d'être liquidées militairement comme politiquement, peuvent être amenées à se tourner plus ouvertement vers l'Irak et la Libye, favorables au front du refus par raison d'Etat (c'est une politique nationale particulière au sein du monde arabe). La crise, dans ces conditions, ne peut que prendre sa véritable dimension régionale, incluant tout le monde arabe ainsi qu'Israël.

Il est trop tôt, aujourd'hui, pour discerner dans quel sens vont jouer les contradictions politiques et militaires internes aux divers pays arabes, entre ces pays, et entre les pays du champ de bataille.

La raison d'Etat, la lutte du peuple palestinien, la crise proprement libanaise, les interventions diverses de l'impérialisme, mettent la gauche libano-palestinienne dans la situation de définir une stratégie entre la défaite et la fuite en avant. La décision d'en finir avec les fascistes phalangistes et de ne pas accepter un compromis patroné par la Syrie qui ramènerait les choses à leur point de départ, semble être un élément positif de cette stratégie.

Jean JULLIEN ■

● L'OLP au Conseil de sécurité de l'ONU

Palestiniens et Israéliens à la même table ! Ça se passe au Conseil de sécurité de l'ONU. Cette instance a été réunie à la demande des pays arabo-islamiques, non pour mettre directement en cause Israël sur sa politique d'annexion rampante mais pour « désacralisation des Lieux saints », reproche plutôt paradoxal à première vue puisqu'il est adressé à un Etat fondé sur une idéologie d'inspiration religieuse.

Dans cette sombre affaire d'accès aux Lieux saints, le gouvernement israélien, qui avait désavoué ses ressortissants pour avoir été prier à Jérusalem, appréciait benoîtement que sa justice l'ait démenti.

L'important de cette rencontre, c'est que le gouvernement israélien, coincé sur le plan international dans une impasse diplomatique, n'ait pu faire autrement. En effet, une politique de sièges vides aurait été encore moins comprise que lors des occasions précédentes. Surtout, cette rencontre intervient alors qu'une mobilisation sans précédent s'est développée dans les territoires occupés contre la répression des autorités israéliennes qui voient leur recherche de collaboration complètement remise en cause.

A.T. ■

Les séquestrés de Saint-Etienne

40 000 supporters stéphanois et des millions de téléspectateurs ont vécu mercredi dernier un « événement important » : la qualification de l'AS Saint-Etienne, aux dépens de Kiev, pour les demi-finales de la coupe d'Europe de football. Pendant ce temps, les autres téléspectateurs qui n'aimaient pas le football, et qui n'avaient pas le choix puisque TF1 et Antenne 2 diffusaient toutes les deux le match, ont pu goûter le plaisir de voir le film tiré de la pièce de J.P. Sartre : **Les séquestrés d'Altona**. Comme quoi, à quelque chose la concurrence est bonne... En effet les sondages d'écoute de la télé, dans le **France-Soir** du lendemain, montrent que près de la moitié des téléspectateurs n'ont pas regardé le foot.

Pourtant, cette rencontre a été l'occasion d'un extraordinaire pi-

lonnage de l'opinion par les médias qui ont voulu dramatiser l'événement. Et toute la France de s'identifier avec les braves petits coqs habillés de vert qui vont tenter de manger le gros ours soviétique ! Sur place, ça marche encore mieux : toute la ville se mobilise et 40 000 privilégiés sont ouvertement invités à peser sur le match, à devenir le 12^e homme des verts.

Chauffés à blanc, les spectateurs stéphanois (62 F la place en moyenne) ont atteint une hystérie chauvine rarement vue en France. Drapeaux, trompettes, à la charge, c'est la guerre, on a gagné ! Et Guy Lagorce de s'exalter dans **France-Soir** du lendemain sur cette « fauverie hurlante » et son « fanatisme puissant ». Dans son article, « La fièvre verte », il montre très bien la fonction d'un tel match

lorsqu'il évoque l'oubli des cheminées d'usine et des entrepôts noirs : mystifier les gens, leur donner l'exaltation d'un soir, la sucette du spectacle.

Alors, les vrais amateurs de foot, ceux pour qui il est un jeu merveilleux, étranger à ce délire chauvin, ont eu envie de crier : assez ! Ils ont souhaité, afin que ne se répète pas cette fièvre antipodiste pour les demi-finales, l'élimination de Saint-Etienne. Hélas, les verts ont su plaire au large public savamment conditionné. Ils ont su plaire surtout parce que l'adversaire ukrainien a joué une défensive antipathique, cynique, un tantinet méprisante. La victoire stéphanoise a été normale car Kiev s'est dérobé devant le football. Mais, pour tous ceux pour qui le football est une fête où la joie de jouer et le plaisir de voir se répondent, la soirée de mercredi a été éprouvante. Ceux-là, parce qu'ils gardent leurs distances par rapport à la victoire stéphanoise, posent la question : à qui profite l'événement ?

Au club d'abord : 250 millions de recette, record battu. Ensuite à un certain P-DG, Rocher, président de l'AS Saint-Etienne. Cela permet de faire oublier que les dirigeants P-DG ont détourné le football français au profit du fric : jamais encore, ce sport n'avait été aussi « rentable ». Et puis, à Saint-Etienne, il y a aussi un maire qui est ministre du Travail. L'idéologie dominante trouve également son compte dans cette victoire, car elle lui permet de proposer à la jeunesse un modèle inquiétant. M. Durafour, dans **France-Soir** du 19 mars, après avoir rappelé que le « sport est à l'image de la vie », ne manque pas d'insister : « La réussite exige du travail, de la volonté et des efforts sans cesse répétés. » Le ministre du Travail propose l'AS Saint-Etienne comme « école » modèle qui apprend à la jeunesse « l'amour du travail bien fait, le goût des luttes saines ». A l'intelligence créatrice, au sens du jeu et du plaisir, Durafour oppose l'idéologie du travail, de la souffrance, de la discipline.

Le stade n'est pas loin de l'usine : on le savait. Que le ministre du Travail nous le rappelle à l'occasion de la victoire de ses favoris est exemplaire. Ses propos ne risquent pas de convaincre les purs du football. Mais le baratin de Durafour vise une plus large audience, celle de la jeunesse tout entière. La « leçon » de Saint-Etienne arrive à point pour l'idéologie dominante pour essayer de désamorcer l'idéologie du plaisir qui à l'usine et partout, fait surface.

V. LALIGNE ■



Sélection TV radio

TF 1

● **Lundi 29 mars à 20 h 30, cinéma : Niagara** de Henry Hathaway avec Marilyn Monroe.

● **Mardi 30 mars, un film : Fruits amers** de Jacqueline Audry, scénario de Colette Audry.

● **Mercredi 31 mars à 22 h : La psychologie aujourd'hui : le mariage (3^e partie : la famille).** *Le but du mariage est-il de reproduire le système social ? Est-il d'assurer « l'élevage » et « le dressage » des enfants ? Est-il d'agrandir et de protéger le patrimoine familial ou de satisfaire les besoins affectifs, dans un monde, le nôtre, de relations essentiellement mécaniques et contractuelles ?*

ANTENNE 2

● **Lundi 29 mars à 21 h 45, documentaires : La saga des Français, La mer à 33 kilomètres.** *C'est le milieu ouvrier qui est évoqué à travers le portrait de deux amies, Michèle et Mireille, employées à l'usine Big-Chief de la Roche-sur-Yon où, il y a juste un an, se déroulait une longue grève. Le film, c'est d'abord ce combat, exemplaire par sa banalité même, dans tout son déroulement jusqu'au dénouement : le rachat de l'entreprise.*

● **Vendredi 2 avril à 22 h 35, ciné-club, soirée Jean Vigo : Zéro de conduite.** *Premier long métrage réalisé par Jean Vigo, dont la sensibilité est extrême pour tout ce qui touche la faiblesse des enfants dans le monde des adultes.*

FR 3

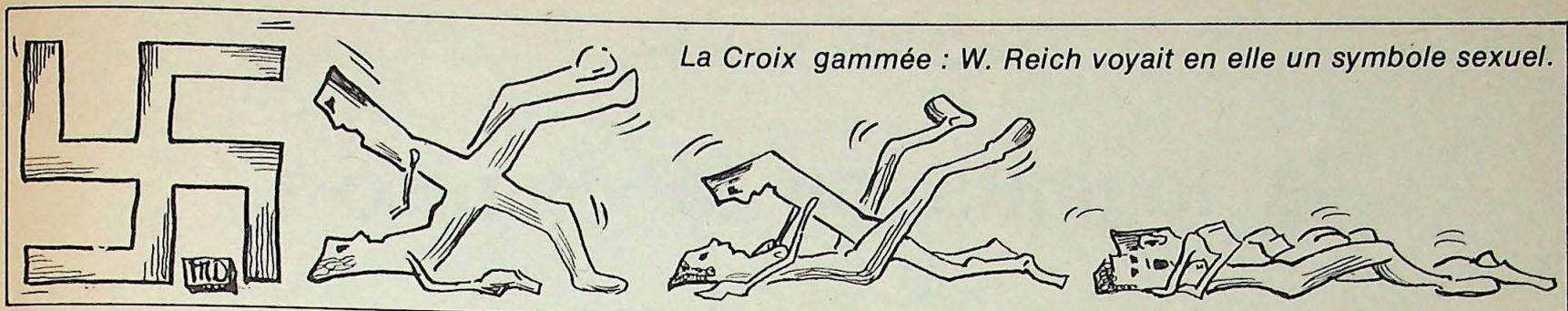
● **Mercredi 31 mars à 20 h 30 : Le diabolique docteur Mabuse** de Fritz Lang.

● **Vendredi 2 avril à 20 h 30, Vendredi : La part du feu.** *Les contrôles des pouvoirs publics sont-ils suffisants ? La prévention contre les incendies existe-t-elle vraiment ? Nos pompiers sont-ils équipés pour combattre efficacement et rapidement tous les feux ? Sommes-nous en sécurité ? Lire L'enfer des pompiers de notre camarade J.-J. Lubrina, éditions Syros 24 F.*

FRANCE-CULTURE

● **Mardi 30 mars à 20 h 05, Dialogue par Roger Pillaudin : Eternité des idéologies ?** avec Maxime Rodinson et Pierre Fougereyrolas.

● **Mercredi 31 mars à 20 h 05, émission médicale par Igor Barrère : La médecine pénitentiaire.** *Cette enquête, réalisée dans les prisons de Fresnes, de la Santé et de Fleury-Mérogis, aborde un sujet difficile, celui de la médecine pénitentiaire et de ses problèmes spécifiques. L'impossibilité pour les détenus de décharger leur agressivité, le refoulement de la sexualité, l'oisiveté, et parfois l'abandon où les laissent leur famille, sont autant de conditions qui font de la médecine pénitentiaire une médecine différente.*



La Croix gammée : W. Reich voyait en elle un symbole sexuel.

le fascisme fascinait-il ?

Analyse marxiste des modes de production et des rapports sociaux, critique des langages idéologiques, science de l'inconscient et du désir : comment s'articulent ces analyses ? Que, seule, la prise en charge de cette question puisse permettre de capter « toute » la réalité de l'histoire, cela est particulièrement évident lorsqu'il s'agit de rendre compte d'un phénomène aussi massif (au double sens de phénomène de masse et de phénomène écrasant, broyeur) que le fascisme.

C'est la tâche à laquelle s'est attelée Maria Antonietta Macciocchi lors du séminaire qu'elle a tenu à l'université de Vincennes pendant l'année scolaire 1974-1975 et dont toutes les contributions se trouvent aujourd'hui rassemblées en deux volumes (1). Macciocchi insiste sur la pertinence des analyses de Gramsci définissant le fascisme comme l'alliance de la petite-bourgeoisie avec les classes dominantes. Mais cette conclusion première donne toute sa portée dramatique à l'interrogation de W. Reich (présentée ici par R. Dardouin) : comment se fait-il que les masses (petites-bourgeoises mais aussi, en partie, ouvrières) aient désiré ce qui allait le plus à l'encontre de leurs intérêts dits objectifs ? Question qui court tout au long de l'importante étude de Macciocchi sur Les femmes et le fascisme.

Les masses ont-elles été trompées ?

Dans un extraordinaire article sur le racisme, Daniel Sibony (psychanalyste freudo-lacanian) montre l'inanité des pseudo-explications du fascisme par une soi-disant tromperie ou mystification des masses. En réalité, le problème est beaucoup plus grave et complexe : si aucune argumentation rationnelle n'a de prise ou d'effet démystificateur sur un raciste convaincu, c'est que ce qui est en jeu pour lui n'est pas de l'ordre d'une volonté et d'un savoir conscients. Le raciste n'est pas « trompé » car le racisme (haine et fascination mélangées) est véritablement la forme de sa jouissance, la « vérité » de son désir inconscient. La même chose, pour le désir d'autorité, de répression, de délégation de pouvoir entre les mains d'un Chef-Père-Epoux.

Et c'est bien cela — cet ancrage dans l'inconscient — qui rend possible les manipulations idéologiques et politiques les plus aberrantes, celles qui font appel aux satisfactions les plus mythiques.

Langages et lutte des classes

Dans sa contribution, J.P. Faye, lui, nous rappelle que le mot histoire a deux sens : à la fois déroulement matériel (« procès » disait Marx), et récit (ensemble de récits) de ce déroulement ou procès.

En effet, une société ne cesse de se raconter sous tous ses aspects, chaque groupe ou classe produisant

sa propre narration. Pour les uns, l'histoire sera avant tout l'histoire de l'exploitation de l'homme par l'homme, la lutte des classes ; pour les autres, elle sera une suite d'épopées guerrières et intellectuelles — peuples contre peuples, races contre races, civilisations contre civilisations.

Le procès matériel de la lutte des classes est sans cesse dédoublé ou redoublé, recouvert par la lutte des

allemand : une « gauche » de l'extrême droite (ceux qui se désignent comme nationaux-révolutionnaires), et même une extrême gauche » de l'extrême droite (ces nationaux-bolcheviks que la droite conservatrice prend pour les bolcheviks tout court), ceux-là vont parler à la fois de révolution sociale et de révolution nationale (contre la France « latine » et contre... les juifs). Par le relais aussi des mouvements de jeunesse (véritables mouvements de masse prétendument apolitiques) qui parlent de grand retour aux racines du peuple et de l'être allemands, la voie est ouverte à ceux qui vont apparaître comme le centre rassurant et mesuré de la droite, les

désir et de l'inconscient d'autre part. Entre ces champs, les rapports ne sont ni simples ni directs. Témoin le discours antijuif (3) qui resurgit en des lieux et temps les plus éloignés, en des types de sociétés et en des conjonctures les plus diverses, voire même opposés.

C'est pourquoi la critique du langage (non pas celui des dictionnaires, mais celui qui circule entre les groupes sociaux sous forme de narrations) est partie intégrante d'une critique des rapports sociaux. Les études de Macciocchi et de J.M. Palmier sur l'art, la culture et les intellectuels des périodes pré-fascistes et fascistes sont ici particulièrement instructives.



récits qui prétendent en rendre compte. Et si les circonstances matérielles (bases socio-économiques, structures politiques, « événements ») déterminent en premier lieu le tissu narratif qui les accompagne, celui-ci, les « tissant », agit en retour sur elles. Le problème, pour Faye, est justement de suivre cette action du récit dans et sur la matérialité de l'histoire. Ce qu'il a expérimenté sur une période historique bien déterminée : l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, la République de Weimar (2).

Ce sont certains entrecroisements de langages et détournements de sens qui, « brouillant les cartes », diluent les différences sur l'axe des positions idéologiques, vont rendre acceptables les plus monstrueuses et irrationnelles fictions politiques. Ainsi, des langages nationalistes et socialistes de l'entre-deux-guerres

nationaux-socialistes ou nazis. Dans un langage jouant sur toute la gamme de l'idéologie, ils s'adressent simultanément aux syndicats ouvriers, aux chômeurs, et à la grande industrie, jusqu'au discours d'Hitler : « je suis le révolutionnaire le plus conservateur du monde. »

Quoi qu'en disent les pseudo-marxistes, pseudo-althusseriens à la Poulantzas, il n'y a donc pas à choisir entre ce qui serait, d'une part, une analyse des circonstances matérielles (structures socio-économiques) et de la lutte des classes, et ce qui serait, d'autre part, une analyse abstraite et idéaliste par les langages et la psychanalyse. Parce que la lutte des classes qui passe par la lutte des langages est aussi lutte de récits. Parce qu'il n'y a pas recouvrement entre l'appartenance de classe et l'idéologie déclarée d'une part, le champ du

En effet, faire la révolution, ce n'est pas seulement se battre les armes à la main, c'est aussi, à chaque instant, effectuer un travail critique de repérage face aux multiples et contradictoires narrations qu'émettent sans cesse groupes et classes sociales, organisations politiques et syndicales, etc. Et ces luttes de récits ne sont pas le simple reflet de la réalité et de la lutte des classes, elles participent de cette réalité et de cette lutte des classes, contribuant à leur formation et à leur évolution.

Marion LAY ■

(1) *Éléments pour une analyse du fascisme*, éditeur Ch. Bourgois, collection 10/18 : deux volumes.

(2) *Langages totalitaires*, J.P. Faye - Hermann

(3) *Migrations du récit sur le peuple juif*, J.P. Faye - Belfond

la logique de la camisole

A une époque où l'ensemble des valeurs de notre société est en crise, l'expression artistique devient un témoin de premier ordre de la remise en cause de la vie quotidienne et de la vie sociale. Qu'il le veuille ou non, un artiste, de nos jours, se sent interpellé par ces thèmes de réflexion, où les valeurs dominantes ne peuvent plus fonctionner comme avant, et où d'autres valeurs cherchent, en se liant au mouvement social, à éclore. C'est le cas ce mois-ci, avec une série de films mettant en scène la question de la « folie » (Vol au-dessus d'un nid de coucous, Fous à délier, Ce gamin-là), et qui arrivent au moment où colloques, revues, parutions récentes focalisent l'intérêt sur ce thème.

□ L'univers totalitaire qui nous est présenté dans *Vol au-dessus d'un nid de coucous* pose d'emblée le cadre du propos : la société crée elle-même ses propres « déchets sociaux », pour les exclure, et justifier son ordre comme normal, sain, humain. Cette logique de l'enfermement n'admet plus alors que violence, terreur, intolérance. R. Mac Murphy, marginal, transfuge de la prison, vient y faire éclater la dérision. Qui est le fou ? Est-ce lui, qui joue au fou dans la maison des fous ? Comme le proclamait le sinistre juge Vichinsky au procès de Moscou, « la question ne sera pas posée ». La réponse sera électrochoc, lobotomie, destruction, suicide, pourvu que l'ordre règne.

Un fascisme silencieux

Mais c'est, en même temps, les limites du système concentrationnaire qui sont mises à jour par Mac Murphy, lorsqu'il propose que l'emploi du temps de l'hôpital soit légèrement modifié afin que les pensionnaires puissent suivre le match de football à la télé. L'infirmière adjudant-chef comprendra alors quelle est la dynamique d'une telle revendication collective. On pense au monde de la caserne, où la moindre aspiration à un droit démocratique, même mineur, devient un danger pour l'institution, en ce qu'elle est le vecteur d'une identité sociale de ceux qui sont là pour y être atomisés, infantilisés. En ce sens, le champ critique que pose Forman dans son film dépasse, à mon avis, celui de l'institution psychiatrique. Il s'agit de la mise en scène d'une institution répressive particulière, mais le propos s'étend aussi bien à tous les lieux clos où l'on désocialise les citoyens par la terreur et l'absurde, au nom de la santé et de la normalité, où l'on « surveille et punit ». A ce titre, Forman n'est sans doute pas sans symboliser son expérience d'exilé tchécoslovaque...

Le propre de ces institutions répressives n'est pas d'empêcher la révolte ni de guérir la maladie, mais d'empêcher que celles-ci ne deviennent le levier d'une prise en charge par les intéressés eux-mêmes du problème de leur exclusion de la société, de leur « différence ». La violence de leur refus vient alors se heurter à l'infantilisation qu'on leur impose. On voit un homme de cinquante ans pleurer pour obtenir une cigarette. On voit ces pensionnaires s'intégrer « vo-

lontairement » à l'ordre qui les détruit. La « folie » est une fuite ; elle est un kyste social, produit du détournement d'une énergie de révolte et de sa canalisation dans des réseaux institutionnels aptes à la « contenir ». En elle-même, elle est une impasse ; Mac Murphy, une fois désigné comme fou, est détruit ; le jeune amoureux s'y détruit lui-même. L'ordre règne.

Tout le monde ou personne...

Un début de réponse positive à la question de la folie nous est donné par le « Grand chef indien » qui, après avoir contesté son propre statut par la simulation de la surdité et du mutisme, casse tout et s'enfuit. Mais où se rend-il, lorsqu'il traverse la prairie illimitée, à cette dernière image ? Telle est la question qui nous est posée. Dans quelle société peut-on vivre « en marge » ? Quelle société peut-être fondée sur

un tel consensus que le droit à la différence y soit réellement reconnu ?

Ces questions sont incluses dans un autre film, différent par la forme, et qui se situe à l'autre pôle du problème, « Fous à délier », qui retrace l'expérience de F. Basaglia à Parme ; celle-ci pourrait se résumer par ce mauvais calembour : « Fou, sous la camisole, tu restes un travailleur... » Les fous, au Moyen Age, étaient des envoyés sacrés du démon, dépositaires d'une « parole » mythique ; à l'époque de la science bourgeoise et bureaucratique, ils sont les objets du « regard médical ». Basaglia nous propose de les réinsérer dans la société, à tout le moins dans le « travail », car la faiblesse du film est peut-être de n'envisager que de façon très allusive la socialisation globale (loisirs, comités de quartier, activités créatrices) qui ne se réduisent pas au seul travail productif.

Mais cette expérience est importante à deux titres. Elle fait voler en éclats la coupure « normal anormal », qui permet l'exclusion de la folie, et rassure cette société sur sa propre « santé ». Elle permet que la socialisation des problèmes posés par les malades mentaux questionne, à son tour, les institutions qui les accueillent.

« Nous avons retrouvé le sens de l'humain », déclare un militant syn-

dicaliste de l'entreprise où des mongoliens et débiles ont été réinsérés de la même manière. Le jeune Paolo peut librement remettre en question le fonctionnement même de la classe et de l'école, y compris vivement, et ses camarades feront circuler entre eux les interrogations que ce « fou » leur adresse : sa présence devient le ferment d'un débat sur « quel est le statut de Paolo ? » mais aussi « quels rapports sociaux dans la classe ? » La folie n'est plus alors ce délire figé et redondant, mais devient dynamique de contestation : « Ce n'est pas au psychologue de me comprendre, c'est moi qui ne le comprends pas » répond ironiquement Paolo.

Car la question de la « folie », pour nous, ne peut être de type répressif, bien entendu, ni paternaliste (qui donnera la parole à ces pauvres gens ?). Elle s'intègre dans la problématique générale de subversion de cette société incurablement malade et des formes de vie qu'elle induit. L'autogestion doit être cette stratégie qui fera disparaître comme problème distinct, marginal, celui de l'anormalité, de la déviance. Cette stratégie veut abolir à tous les niveaux de l'existence sociale la coupure entre l'homme et lui-même, l'homme et la société, les hommes entre eux. Et quelle ironie de vocabulaire veut que l'on appelle les fous des « aliénés » ?...

Claude Poizot ■

